

Arbeitspapiere / Working Papers

Nr. 22

Agnès Oladoun BADOU

**PARTIS POLITIQUES ET STRATEGIES ELECTORALES
A PARAKOU**

2003



The Working Papers are edited by

Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg-Universität,
Forum 6, D-55099 Mainz, Germany.

Tel. +49-6131-392.3720, Email: ifeas@mail.uni-mainz.de;

<http://www.uni-mainz.de/~ifeas>

Geschäftsführender Herausgeber/ Managing Editor:
Thomas Bierschenk (biersche@mail.uni-mainz.de)

PARTIS POLITIQUES ET STRATEGIES ELECTORALES A PARAKOU

Présenté par :

Agnès Oladoun BADOU

Liste des sigles

UPD	union progressiste du Dahomey
GEN	Groupement ethnique du Nord
MDD	Mouvement Démocratique du Dahomey
FAD	Front d' Action Démocratique
UDD	Union Démocratique du Dahomey
PPD	Parti Progressiste Dahoméen
CA	Congrès Africain
FA	Front d' Action patriotique
PDU	Parti Dahoméen de l'Unité
PRD	Parti République du Dahomey
PRPB	Parti de la République Populaire du Bénin
PNDD	Parti National pour la Démocratie et le Développement
PRD	Parti du Renouveau Démocratique
UDS	Union pour la Démocratie et la solidarité
UNSP	Union National pour la Solidarité et le Progrès
ASD	Alliance pour la Sociale Démocratie
RDD NASSARA	Rassemblement pour la Démocratie et le Développement Nassara
FARD ALAFIA	Front d' Action pour le Renouveau Démocratique Alafia
RUND	Rassemblement pour l'Unité National et la Démocratie
PBR	Parti Béniniste de la Révolution
CAR DUNYA	Congrès Africain pour le Renouveau Dunya
RB	Renaissance du Bénin
MNDD	Mouvement National pour la Démocratie et le Développement
PSD	Parti Social Démocrate
MADEP	Mouvement Africain pour la Démocratie et le Progrès
MERCI	Mouvement pour l'Engagement et le Réveil des Citoyens
ENI	Ecole Normale Intégrée
UCP – Faaba	Union pour la lutte Contre la Pauvreté Faaba
CUP	Circonscription Urbaine de parakou
BEPC	Brevet d'étude du premier cycle
RAP	Rassemblement Africain pour le progrès
BCB	Banque commerciale du Bénin
ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
SAP/CENA	Secrétariat administratif permanent de la commission électorale nationale
CEP	Certificat d'Etudes Primaires

Sommaire

INTRODUCTION

CHAPITRE 1 : APPROCHE GENEALOGIQUE DES PARTIS POLITIQUES
A PARAKOU

CHAPITRE 2 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES PARTIS
POLITIQUES

CHAPITRE 3 : LE PROCESSUS ELECTORAL

CHAPITRE 4 : POUVOIR TRADITIONNEL, PARTIS POLITIQUES ET
DECENTRALISATION

CONCLUSION

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Liste des tableaux dans le texte

TABLEAU N° 1 : Liste des membres du bureau RB de Parakou

TABLEAU N° 2 : Bureau Exécutif du Comité Départemental remembré de la RB/ Borgou

TABLEAU N° 3 : Collectifs des conseillers politiques RB.

TABLEAU N° 4 : Liste des membres du bureau FARD-Alafia

TABLEAU N°5 : Récapitulatif des suffrages de la RB à Parakou lors des
Différentes élections

TABLEAU N°6 : Récapitulatif des statistiques de quelques partis par
quartier à Parakou

Liste des annexes

ANNEXE N° 1 : Biographie de El-Hadj VITA

ANNEXE N°2 : Biographie de M. Lolo CHIDIAC Michel

ANNEXE N°3 : Biographie de M. Moussa KAKPO

ANNEXE N°4 : Liste des interlocuteurs clés

ANNEXE N°5 : Quelques tableaux statistiques

ANNEXE N°6 : Liste des membres de l'équipe de recherches ECRIS-Parakou 1999.

INTRODUCTION¹

Au Bénin, la loi n°90-023 du 13 août 1990 portant charte des partis politiques dans ses articles 4 et 9 à 11, stipule que les partis politiques doivent dans leur programme et dans leurs activités, proscrire l'intolérance, le régionalisme, l'ethnocentrisme, le fanatisme, le racisme, la xénophobie, l'incitation et ou le recours à la violence sous toutes ses formes. Aucun parti politique ne peut fonder sa création et son action sur une base et ou des objectifs comportant:

- Le sectarisme et le népotisme
- l'appartenance à un même sexe, à une même ethnie ou à un statut professionnel déterminé.
- l'appartenance exclusive à une confession, à un groupe linguistique ou à une région.

Pour créer un parti politique, les critères suivants sont requis:

- ❖ réunir au moins trois membres fondateurs par département,
- ❖ faire une déclaration administrative par le dépôt d'un dossier au ministère de l'intérieur.

Une fois créés, les partis s'organisent et se structurent. On retrouve une structure presque standard dans les partis béninois et qui se présente schématiquement comme suit : (N'MOROU, 2000)

- 1- Assemblée générale constitutive
- 2- Congrès
- 3- Conseil national
- 4- Comité Directeur ou Comité Central
- 5- Bureau exécutif, Bureau politique ou comité exécutif. Puis au niveau territorial
- 6- Les Fédérations
- 7- Les Sections
- 8- Les Sous- Sections
- 9- Les cellules de base

Ainsi les structures partisans se retrouvent au niveau national, départemental, sous-préfectoral, villageois ou quartier de ville.

A la tête de chaque parti, on retrouve un président ou un secrétaire général selon l'organisation du parti.

Les structures prévues dans les statuts ne sont pas toujours installées. En effet, certains partis manifestement en mal d'assise populaire, donc de structures de base, indiquent simplement des individus résidant dans telle ou telle localité pour y assurer leur contact. Néanmoins, bien que ne couvrant pas toutes les localités du pays, ils arrivent à asseoir leur légitimité dans quelques-unes d'entre elles notamment les grandes villes ou les localités d'origine des leaders. La ville de Parakou fait partie de ces localités qui sont des cadres d'animation politique à l'échelle locale.

Presque tous les partis ont leur siège national et leur premier responsable dans la capitale économique. Chacun s'octroyant le titre de parti national, des bureaux sont installés au niveau départemental (section) au niveau sous-préfectoral (sous-section) et au niveau village ou quartier de ville (cellule).

¹ Le présent travail est basé sur un mémoire de maîtrise en Sociologie Anthropologie dirigé par les professeurs Thomas Bierschenk (Université de Mayence, Allemagne) et Albert Tingbe-Azalou (UNB), soutenu en avril 2002 à l'université d'Abomey-Calavi (Bénin). L'étude a eu lieu entre juillet 1999 et avril 2000 à Parakou et à Cotonou. Je tiens à remercier ici toute l'équipe de recherches ECRIS-PARAKOU 1999 (voir liste des membres à l'annexe n°6) qui a effectué l'enquête collective en septembre 1999 sur les pouvoirs locaux et réseaux sociaux à Parakou, et en particulier l'équipe d'encadrement (les proff. Bako-Arifari, Bierschenk et Tingbe-Azalou).

Parakou, circonscription urbaine, abrite le siège de la section départementale du Borgou et celui de la sous-section de la ville. Compte tenu de sa position stratégique dans le département producteur de la majeure partie du coton, principal enjeu socio-économique et politique, la ville de Parakou est un terrain privilégié pour l'étude anthropologique des partis politiques dans la dynamique des pouvoirs au niveau local. Sa position géographique et son peuplement ont également des particularités non négligeables comme nous le verrons plus loin.

Eu égard à tout ceci et pour mieux saisir les caractéristiques du jeu politique dans l'arène locale de Parakou, nous nous sommes interrogée sur l'organisation et l'évolution des partis dans la ville. Plus précisément sur les stratégies mises en œuvre par les différents acteurs politiques pour gagner les élections.

Il s'est agi d'étudier et d'analyser le contexte et le climat dans lequel les partis politiques s'organisent, préparent et participent aux élections à Parakou notamment les élections législatives. Le choix des législatives se justifie par le fait qu'elles font appel à la participation de plusieurs formations politiques. Ainsi, l'étude de la dynamique des partis politiques à l'échelon local, nous donnera une vision de la manière dont les différents acteurs utilisent la "micro politique" pour atteindre la "macro politique" c'est-à-dire la politique au niveau national.

Il serait pourtant vain de vouloir étudier dans leur globalité, tous les partis politiques d'un pays car bien que se faisant désigner sous le même vocable, ils ne revêtent pas les mêmes aspects, les mêmes pratiques.

Nous allons prendre en compte surtout les partis politiques qui ont eu un siège dans la circonscription électorale dont fait partie la ville de Parakou lors des législatives de 1999¹. Il s'agit de la huitième circonscription électorale comprenant les sous-préfectures de Tchaourou, N'dali, Pèrèrè et la circonscription de Parakou. Les partis qui se sont partagés les quatre sièges octroyés à cette circonscription électorale sont : La RB, le FARD-Alafia, l'Alliance Etoile² et le RUND. Cette limitation n'empêche pas de faire référence à d'autres partis. Néanmoins ce ne sont pas les partis en tant qu'institution qui nous intéressent tant. C'est surtout les acteurs de ces partis qui sont le levain qui fait lever la pâte politique. C'est à travers eux que la dynamique des partis est effective et sera étudiée. Nous n'allons non plus parler ni de tous les partis présents à Parakou, ni de tous les acteurs des partis pris en compte. L'accent sera surtout mis sur les dernières élections législatives car c'est au cours des législatives que l'activité des partis est plus intense. Le recours aux élections présidentielles et à d'autres acteurs n'ayant pas de liens directs avec un parti ne sera fait que dans la mesure où ceci renforcera notre analyse³. Cependant, un regard anticipatif sera porté sur les prochaines élections municipales car à cet effet, les acteurs déploient déjà des forces bien qu'aucune date ne soit encore fixée.

Selon les différentes sources consultées⁴, la ville de Parakou est la troisième grande ville du Bénin après Cotonou et Porto-Novo. Située dans le département du Borgou, elle en est le chef lieu. La ville se trouve entre 9° 21 de latitude Nord et 2°36 de longitude Est. Elle est à 415 km environ de Cotonou sur la voie inter Etat N°2. Circonscription urbaine, elle est composée de cinq communes subdivisées en 42 quartiers de villes et de villages s'étendant sur 300 km² dont 30 km² de zone urbanisée. Elle est peuplée d'environ 150 000 habitants selon les estimations de 1997 et regroupe la presque totalité des groupes ethniques du Bénin en plus de quelques étrangers. Sa densité est de 234,9 habitants au km²

¹ Voir en annexe n° 4 la liste de tous les partis politiques qui ont pris part aux élections législatives de 1999.

² Cette alliance est composée des partis UDS, UNSP, RNPJ, PNDD, Les Verts, ASD.

³ Voir la liste de nos interlocuteurs clés à l'annexe n° 4.

⁴ Circonscription Urbaine de Parakou, INSAE.

Les Baatombu représentent environ 29,41 % . On y rencontre 18,73 de Adja-fon, 15,40% pour les Dendi. Les Yorouba et apparentés 14, 86 %, la diaspora de l'Atacora 11,14 % et les Peuhl 4,34%. Sur le plan économique, elle bénéficie d'un grand atout dû à sa situation géographique. Parakou est situé à la croisée des grands axes routiers : Bénin - Niger, Bénin - Togo, Bénin - Burkina, Bénin - Nigeria. Il est le terminus de la voie ferrée en provenance de Cotonou. Par conséquent, les activités de transports y sont très développées et ont fait naître une classe de transporteurs riches qui influent sur sa vie socio-politique.

Avec le coton produit en grande quantité dans le département dont il est le chef lieu, Parakou constitue la plaque tournante des enjeux que constitue l'or blanc du Bénin.

Malgré son état urbain il y survive encore un pouvoir traditionnel composé du roi et de chefs traditionnels qui essayent de dire leur mot dans la vie socio-politique notamment, dans la vie des partis.

C'est une ville qui s'est fait remarquer dans le processus politique béninois à travers plusieurs événements politiques marquants d'envergure nationale. Presque tous les partis politiques recensés au Bénin y comptent des adhérents. Elle n'a jamais été pour autant à elle seule une circonscription électorale. En 1991 pour les législatives, c'est tout le département dont elle fait partie, qui est pris en compte. Depuis 1995, on l'a associé aux sous- préfetures de N'Dali, , Tchaourou et Pèrèrè.

Néanmoins c'est elle, principale ville avec une forte démographie, qui détermine les suffrages d'un candidat à la législature se positionnant dans la 8^e Circonscription électorale.

CHAPITRE 1

APPROCHE GENEALOGIQUE DES PARTIS POLITIQUES A PARAKOU

L'étude des partis politiques dans la ville de Parakou nécessite l'analyse d'une part de leur genèse et de leur évolution dans le temps et d'autre part, les différentes mutations qu'ils ont connu.

1-1 ORIGINE ET EVOLUTION DES PARTIS POLITIQUES A PARAKOU

L'avènement des partis politiques au Dahomey d'alors, remonte au lendemain de la seconde guerre mondiale à l'occasion des élections à l'Assemblée constituante française de 1945 et plus précisément à la création en 1947 de l'Union Progressiste du Dahomey sous l'étiquette d'indépendant.

En 1951, Hubert MAGA devient Secrétaire Général du Groupement Ethnique du Nord (GEN) qui deviendra par la suite le premier parti politique à Parakou. En 1952, le GEN prend la dénomination de Mouvement Démocratique du Dahomey (MDD).

De 1958 à 1960, les fusions et alliances suivantes ont été observées sur l'échiquier politique dahoméen

- 1958 :Formation du Front d'Action Démocratique (FAD) regroupant entre autres, le MDD de MAGA et l'UDD de AHOMADEGBE.

- 1959 :Formation du Parti Progressiste Dahoméen (PPD) regroupant le PRD d'APITHY le Congrès Africain (CA) de ZINSOU, le RDD (ancien MDD) de MAGA.

- 1960 :Formation du Front d'Action Patriotique (FAP) regroupant le RDD de MAGA et le PRD d'APITHY. Le FAP deviendra par la suite le Parti Dahoméen de l'Unité (PDU), parti qui permettra à MAGA de gagner les élections présidentielles du 2 décembre 1960.

Après 1960, A l'exception des rares manifestations des représentations politiques dans la ville, seul le RDD du Président MAGA portait haut le flambeau dans l'arène politique locale. Ceci jusqu'à l'avènement du parti unique de la révolution, le PRPB en 1972. Durant cette période, les principaux acteurs étaient M. Chabi Mama FOURDOUNGA, M. Hubert MAGA, M. Boubacar BABA-MOUSSA, M. Arouna MAMA, M. Moussé ALASSANE, M. Lolo CHIDIAC.

De 1972 à 1990, le PRPB anima la ville à travers ses cellules de base. Les noms évocateurs de cette période à Parakou sont entre autres Messieurs Daniel TAWEMA actuel Ministre de l'Intérieur, Ousmane BATOKO actuel Ministre de la Fonction Publique, Nazaire DOSSA et Ali HOUDOU.

En 1990 après la conférence nationale, le PNDD fut créé plus précisément le dix (10) octobre 1990 à Parakou. Les principaux leaders étaient M. Pascal CHABI KAO, feu M. Mama FOURDOUNGA, M. Moussé ALASSANE, le président Hubert MAGA, Mme Ramatou BABA MOUSSA, M. Sanni SEKO, M. Ali HOUDOU, M. DOSSA Nazaire. Le PNDD se présenta aux élections législatives de 1991, en alliance avec le PRD de M. Adrien HOUNGBEDJI où il obtient

le score le plus élevé de la ville avec 5513 voix sur les 17665¹ suffrages exprimés. L'alliance eut trois (3) sièges sur les dix (10) octroyés au département du Borgou en totalisant au niveau de ce dernier, 31471 voix². Pour l'un des membres fondateurs de ce parti, "le PNDD est créé dans le souci de rassembler toutes les forces du septentrion (...) Ceci sous l'initiative du Président Hubert MAGA qui a convoqué toutes les forces du septentrion à la salle de fête de Parakou"

Aux présidentielles de 1991, le parti PNDD soutint la candidature du général Mathieu KERÉKOU. En 1995, le PNDD fit alliance avec les partis ARC-PPD formant ainsi l'alliance IPD (Impulsion pour le Progrès et le Développement) avec à sa tête, M. Moïse MENSAH. A ces élections législatives l'alliance IPD n'a eu aucun siège sur les quatorze (14) prévus pour le Borgou. En 1996, aux élections présidentielles, quelques uns de ses leaders (Alassane MOUSSE, Pascal CHABI KAO) soutiennent la candidature de Nicéphore SOGLO. En mars 1999, le PNDD fit alliance avec l'UDS, l'UNSP, le RNPI, l'ASD et Les Verts ; formant ainsi l'Alliance Etoile qui a pu obtenir un siège à Parakou.

Après le PNDD créé en octobre 1990 à Parakou, l'UDS fut le second parti implanté à Parakou en décembre 1990 avec comme principaux leaders Lafia SACCA actuel Premier vice-président de l'Assemblée Nationale, M. Adamou N'DIAYE ancien Ministre du Développement Rural sous le Président SOGLO de 1990 à 1996, M. Jérôme SAKA KINA. L'UDS prit part aux législatives de 1991 où il obtint 1380 voix sur les suffrages exprimés dans la ville occupant la 3ème place après l'alliance PNDD-PRD et l'alliance UDFP-MDPS-ULD³. Le parti obtint trois (3) sièges sur les dix (10) du département du Borgou. Aux législatives de 1995 il obtint à nouveau, trois (3) sièges dans le Borgou sur les quatorze (14). Aux présidentielles de 1996, il renouvela son soutien au Président Nicéphore SOGLO. En mars 1999, il forma avec d'autres partis, l'Alliance Etoile.

Le 10 octobre 1994, il y eut une scission au sein du PNDD donnant naissance au PNDD-Baani avec M. Sanni SEKO et M. Sanrigui CHABI. Aux législatives de 1995, le PNDD-Baani fusionna avec la RB d'où sa disparition.

Le 14 décembre 1994, une autre scission intervient au sein du PNDD initial entraînant la création du RDD-Nassara de Ramatou BABA MOUSSA. En 1995 Le RDD-Nassara alla aux législatives en alliance avec l'UDES de Gatien HOUGBEDJI sans succès. En 1996 il soutient la candidature du Général KERÉKOU aux présidentielles.

Le 10 octobre 1994, le FARD-Alafia fut créé entre autres par Messieurs Jérôme SAKA KINA, Ousmane BATOKO, Saley SAKA, Albert SINATOKO, Daniel TAWEMA, Léon BIO-BIGOU. Aux élections législatives de 1995, il occupe la première place dans le Borgou, devenant ainsi la première force politique avec 39,26% des voix et neuf (9) sièges sur les quatorze (14) du département. Il soutint la candidature du Général Mathieu KERÉKOU en 1996. En mars 1999, il obtint à Parakou 9716 voix sur les 46152 soit un pourcentage de 18,88% il occupe le second rang après la RB qui a eu un pourcentage de 19,03% des voix de Parakou.

Le 11 janvier 1995, le RUND fut créé avec l'honorable Ibrahim IDRISOU, Mr Lolo CHIDIAC⁴, M. Abdoulaye SAÏDI. Aux législatives de 1995 il se présenta en alliance avec les

¹ Les statistiques électorales citées dans ce document, sont celles de la circonscription urbaine de Parakou, de l'INSAE et du SAPCENA.

² Voir à l'annexe n°5, les suffrages des partis aux législatives de 1991, 1995 et 1999.

³ L'alliance UDFP-MDPS-ULD avait à sa tête M. Timothée ADANLIN, Président du parti UDFP actuel Président de la HAAC. C'est l'alliance de partis avec lequel le président SOGLO alla aux présidentielles de 1991.

⁴ Voir à l'annexe n°2 la biographie de M. Lolo CHIDIAC.

partis CDU, PBR, PCB, sans succès. En 1996, il soutint le Président KEREKOU et en mars 1999, il se présenta seul aux législatives; obtenant à Parakou un (1) siège avec 4873 voix dans la ville sur 46152 suffrages exprimés soit 10,55% des suffrages.

Le 11 juillet 1998 il y eut scission au sein du FARD avec la création du CAR-Dunya sous la houlette des Sieurs Albert SINATOKO et Saley SAKA.

Aux élections législatives de 1999, le CAR-Dunya obtient 3461 des 46152 voix de la ville soit un pourcentage de 7,49% des suffrages exprimés sans pour autant avoir un siège.

Ainsi les partis ont évolué sous le couvert des alliances des scissions et des mutations.

Les alliances et scissions au sein des partis politiques à Parakou, révèlent souvent une dimension individuelle. C'est-à-dire que c'est la recherche de satisfactions personnelles suites à des divergences d'intérêt des uns et des autres au sein du noyau directeur du parti, qui occasionne les différentes dynamiques observées. Les intérêts personnels l'emportent donc sur l'institution faisant montre de la précarité des convictions politiques.

Pour ce qui est du PNDD par exemple, l'un des membres fondateurs explique : "cela n'a pas pu durer parce que très tôt, les divergences sont apparues. Les gens ont commencé par se détruire pour des raisons d'intérêts personnels parce que dès qu'au niveau des positionnements sur les listes électorales ou des nominations à des postes politiques, tel groupe sentait son intérêt menacé, il quitte le groupe pour aller soit vers d'autres formations politiques soit pour créer un autre parti".

L'un de ceux qui ont amené le PNDD à soutenir la candidature du président SOGLO en 1996 affirme que si après avoir soutenu avec acharnement KEREKOU en 1991, il se retourne vers SOGLO en 1996, c'est parce que KEREKOU n'a rien fait pour lui quand il était en prison. Or c'est à cause de lui qu'il a été emprisonné suites aux événements de mars 1991 à Parakou¹. Par contre SOGLO l'a gracié et il a recouvert sa liberté. De même, toujours selon lui, SOGLO a réalisé en cinq(5)ans, ce que KEREKOU n'a pu faire en dix-sept(17) ans.

En ce qui concerne le FARD Alafia, il est la résultante des scissions et des mutations observées au sein des partis comme l'UDS, le MNDD, le RDD NASSARA. Ses membres fondateurs ont déserté leurs partis d'origine soit, suite à des conflits interpersonnels ("c'est le cas de M. SAKA KINA devenu membre du FARD et M. Adamou N'DIAYE de l'UDS") soit, suite à une question de positionnement sur les listes électorales (" l'exemple de M. Daniel TAWEMA et M. Bertin BORNA du MNDD") soit, suite à un problème de leadership ("entre M. Léon BIGOU et Mme Ramatou BABA MOUSSA ").

La scission du FARD Alafia donnant création du CAR Dunya s'explique du point de vue de M. Désiré SACCA, par : "des conflits entre personnes. Les uns voulaient d'avantages que les autres. Ces conflits ont déteint sur le parti. Au fait c'est une scission au sommet. La base est restée intacte. Elle s'est affiliée au FARD Alafia initial parce qu'elle ne comprenait rien. L'enjeu était secondaire lorsque l'on considère l'institution plutôt que les personnes".

La création des partis et les changements qui s'opèrent en leur sein seront mieux appréhendé à travers la pratique des différents acteurs.

¹ Il s'agit des manifestations violentes inter ethniques entre ressortissants du Nord et la diaspora du Sud le jour du scrutin et qui ont entraîné l'annulation des voix de la ville.

1-2 MUTATION AU SEIN DES PARTIS POLITIQUES

La plupart des dynamiques observées au sein des partis concernent les principaux acteurs. Les scissions donnant lieu à d'autres créations sont le résultat de divergences d'opinion dans le parti "mère" et la poursuite d'intérêts des uns et des autres. Ainsi pour comprendre les différentes scissions du premier PNDD ayant engendré le PNDD-Baani, le RDD Nassara et le PSB d'une part et celle du FARD Alafia avec la création du CAR Dunya d'autre part nous allons examiner le parcours politique de quelques acteurs de la politique locale.

M. SAKA KINA ancien membre de l'UDS, est actuellement Secrétaire Général du FARD Alafia et membre fondateur de ce parti : la raison qui est à l'origine de sa démission de l'UDS serait le conflit entre lui et Adamou N'DIAYE évoqué plus haut.

M. Daniel TAWEMA militant du PRPB a été un des leaders du MNDD de Bertin BORNA. Membre fondateur du FARD Alafia, il est actuellement Ministre de l'intérieur. Selon nos enquêtes, il aurait quitté le MNDD parce que son parti a préféré proposer au Président SOGLO M. Alassane TIGRI comme Ministre de la Jeunesse plutôt que lui.

M. Léon BIO BIGOU membre du PNDD s'est rallié au RDD Nassara qu'il a quitté pour prendre part à la création du FARD Alafia.

M. Désiré SAKA chef de la circonscription Urbaine de Parakou était membre fondateur du PNDD avant de s'allier au FARD Alafia.

M. Sanni SEKO une des grandes figures de la RB à Parakou, a été membre du PNDD et membre fondateur du PNDD-Baani.

M. Chabi SANRIGUI ex C/CUP Parakou fut respectivement, membre du PNDD-Baani, de la RB puis du PS (Parti du salut de ALAHASSA Ministre de l'Education Nationale) tout en étant sympathisant du FARD.

M. Nazaire DOSSA militant actif du PRPB, fut successivement, membre du PNDD, du PBR, du PSB de Ali HOUDOU du RPR de Valentin HOUDE actuel Ministre de la jeunesse et des Sports, avant de créer son propre parti l'UCP Faaba. Il explique son retrait du PNDD ainsi : " Au niveau du PNDD, pour établir la liste des candidats, on tient compte de l'influence des gens au sein de leur milieu et de leur capacité à tenir dans l'hémicycle. Mais il y a tellement de candidats qui remplissaient ces critères que, mon groupe et moi ... par rapport à cette pression là, avons accepté de nous retirer. " C'est alors qu'ils ont été créés le PTC dénommé plus tard PSB. Il a ensuite quitté le PSB pour le RPR à l'approche des élections législatives de 1999. Ceci parce que d'une part sur la liste électorale du PSB il n'occupe pas une bonne position. Il voulait être tête de liste. C'est alors qu'à quelques jours du scrutin, il se rapprocha du RPR dont le président M. HOUDE Valentin est originaire du même village que lui dans l'Atlantique. Il fut donc positionné tête de liste du RPR à Parakou pour les législatives de 1999 où il obtient près de 1000 voix sur les suffrages exprimés à Parakou. Ceci non pas à cause du RPR mais plutôt à cause de sa notoriété dans la ville. D'autre part, il justifie son départ du PSB par les comportements d'un membre fondateur du parti qui donne trop de primauté à l'argent dans un parti socialiste comme le PSB. " J'ai quitté le PSB en l'espace d'une semaine".

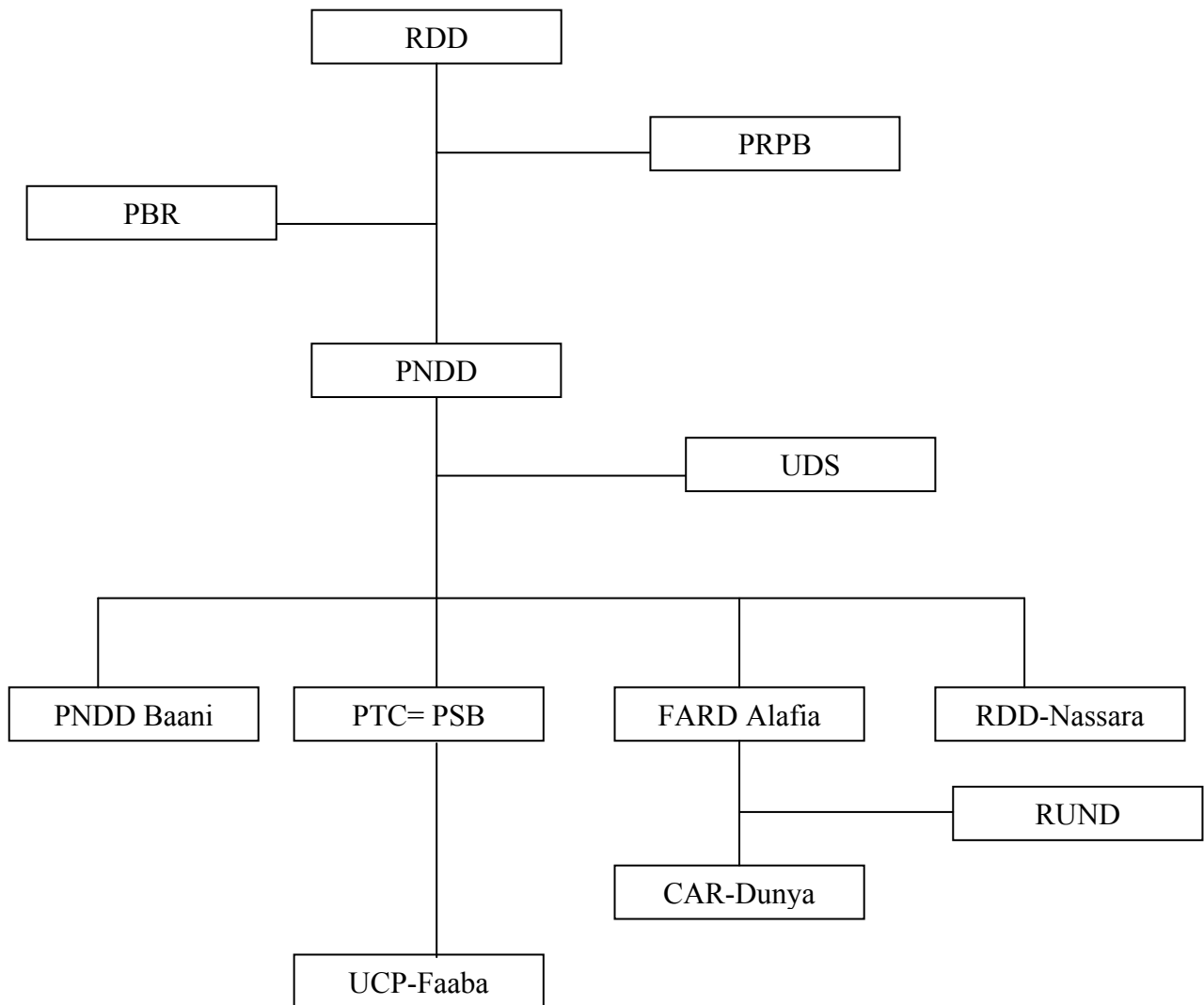
M. René DEHOU principale figure de la RB à Parakou, a été un inconditionnel de l'UDFP. Il fait parti des militants qui, contrairement au Président National de l'UDFP M. ADANLIN, sont allés à la rivière : c'est-à-dire ceux qui ont répondu oui à l'appel de Goho du Président SOGLO invitant les partis sympathisants de son action à intégrer la RB.

Il apparaît donc que les raisons qui sous-tendent ces transhumances politiques sont multidimensionnelles.

On peut citer entre autres, les conflits interpersonnels, les questions de leadership et de positionnement lors des élections, la dissolution du parti ou l'alliance avec un autre parti, l'échec après un scrutin, la perte de popularité au sein d'un premier parti, les sollicitations d'un autre parti, la création de son propre parti.

L'instabilité partisane devient alors le moyen le plus sûr pour se faire connaître et affirmer son autonomie politique, sa capacité de décider et de se promouvoir dans le paysage politique local.

1-3 SCHEMA DE L'EVOLUTION DES PARTIS POLITIQUES A PARAKOU



Après le RDD, il y eut l'avènement du PRPB. A l'ère du Renouveau Démocratique, le PBR fut créé par M. HOUDOU Ali et ses amis dont M. Nazaire DOSSA. Ses fondateurs se rallièrent à d'autres personnes pour créer le PNDD. En dehors du PNDD, l'UDS vit le jour. Du PNDD, naissent le PNDD-BAANI, le PTC devenu PSB qui n'était rien d'autre que l'ex PBR de Ali HOUDOU. Du PSB naquit l'UCP- Faaba.

Le FARD-Alafia fut créé. Par la suite, un autre parti, le RUND, fut installé. Du FARD, se détacha l'aile qui mit sur pied le CAR-Dunya. Il ressort de ce schéma que la plupart des partis de l'ère Démocratique ont été créés par les acteurs du PNDD dont le chef de file le président Hubert MAGA était à la Conférence Nationale. Le PNDD n'est que la version nouvelle du RDD. Il a été renouvelé pour représenter la "seule force politique du septentrion". En plus des anciens acteurs, il s'est fait un recrutements de nouveaux partisans acquis à la cause de la continuité.

Même si les partis ont une courte durée de vie, ils arrivent à se façonner un modèle d'organisation et de fonctionnement. L'analyse de ce modèle révèle en dernier ressort, les logiques des uns et des autres.

CHAPITRE 2

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Au Bénin, la plupart des partis politiques ont un caractère local c'est-à-dire qu'ils n'ont pas une obédience nationale. Leur puissance ne se mesure que dans un espace très limité. Ainsi des partis tels que le FARD-ALAFIA, le CAR-DUNYA, le RUND, le PNDD, l'UDS ont à Parakou une notoriété que leur confère l'appartenance régionale de leurs leaders¹. Cependant des partis dits "étrangers" tels que la RB, le PSD, le PRD, le MADEP, le MERCI, jouissent d'une certaine popularité due au caractère cosmopolite de la ville et aussi grâce à leur capacité à s'attacher quelques segments de l'élite locale et aux positionnements stratégiques de leurs candidats lors des législatives dernières dans la ville. En dehors des partis sus cités, presque tous les mouvements partisans du pays ont une représentation dans la ville qui abrite les sections départementales du BORGOU, les sous-sections de PARAKOU et les cellules de quartier. Seuls quelques uns (la RB, le FARD Alafia, le CAR Dunya, la NCC, le PSD, le RUND) y possèdent un siège mais ne les font fonctionner qu'à l'approche des élections. Entre deux élections les activités se réduisent aux réunions souvent organisées chez l'un des responsables pour élire les membres des bureaux ; membres dont la liste est souvent préétablie par une minorité. Ceci dénote du peu de culture démocratique au sein des partis à Parakou et des multiples polémiques et divisions qu'entraîne le renouvellement des bureaux.

2-1 LES BUREAUX POLITIQUES

Ils constituent l'organe représentatif du parti au sein de la ville et ses caractéristiques dénotent du vrai visage de l'ensemble de la structure concernée.

L'élection des membres des bureaux locaux des partis politiques, n'obéit ni à une périodicité fixe ni à une alternance démocratique. Un acteur politique affirme que le renouvellement ne se fait que lorsque le besoin se fait sentir c'est-à-dire lorsque le sommet le notifie suivant les nécessités du moment. Aussi est-il vrai que le déclic qui sonne le glas d'un ancien bureau se retrouve dans les enjeux du moment. Il peut être lié soit à un conflit de leadership au sein du bureau concerné, soit à l'exécution d'un ordre venant d'en haut. Le conflit de leader au sein des partis fait ressortir un enjeu principal : celui de la quête et \ ou de la conservation du pouvoir c'est-à-dire garder le statut de responsable numéro un dans le bureau local du parti. Des groupes stratégiques se forment alors autour de chaque protagoniste.

Il arrive également qu'un groupe au niveau local se soulève et prenne l'initiative du renouvellement mais très souvent elle est vite réprimée par le sommet. Une illustration de cette réalité inhérente aux partis, est la nomination des membres de la section départementale du Borgou de la RB à Parakou. La liste du bureau a été établie par les sages mandatés par la présidente du parti au niveau national suites aux divergences qui opposent le député élu de la ville Moussa KAKPO¹ et le Secrétaire Exécutif Adjoint de la section Borgou M. René DEHOU. La situation a fait naître deux camps au sein du parti à Parakou : l'aile DEHOU et l'aile KAKPO. Les noms des personnes retenues ont été simplement et purement lus au cours de l'Assemblée Générale du 19 décembre 1999. Ce bureau dit départemental, ne comporte que les membres habitant Parakou et tous, à quelques exceptions près,

¹ A titre d'exemple, voir en annexe n°5 la part de suffrage au niveau département par rapport au suffrage total(national) de chaque parti ou alliance de partis.

¹ Voir sa biographie en annexe n°3.

étaient membres de l'ancien bureau du 15 décembre 1994. C'est ce bureau qui sera finalement chargé d'élire les représentants de la sous-section de la ville. Toujours est-il que certains des membres du bureau départemental vont se retrouver dans celui de la sous-section comme le témoigne les tableaux ci-dessous (voir noms avec astérisques).

Tableau n°1: LISTE DE S MEMBRES DU BUREAU RB DE PARAKOU

NOM ET PRENOMS	POSTE
DEHOU René Lokossi **	Secrétaire exécutif (1 ^{ère} commune)
YAROU Démon	Secrétaire exécutif adjoint (2 ^{ème} Commune)
KPONGAN Benjamin **	Trésorier Général (2 ^{ème} Commune)
BIAOU Jean	Membre (1ere commune) actuellement du MADEP
TAIROU Issiakou	Membre 3 ^{ème} Commune) porté disparu
SUANON Ibrahima	Membre (3 ^{ème} commune) décédé
El-Hadj BONIMalick	Membre (4 ^{ème} commune))
Mora Abdoulaye **	Membre (4 ^{ème} commune)
YACOUBOU Chabi Kala **	Membre (5ème commune)
ADJAI Samuel	Membre (5ème commune)

Sources : enquêtes de terrain

Tableau n°2 BUREAU EXECUTIF DU COMITE DEPARTEMENTAL
REMEMBRE DE LA RB/BORGOU

YACOUBOU Chabi Kala **	Secrétaire Exécutif
DEHOU Lokossi René **	Secrétaire Exécutif Adjoint
PASSA Gilbert	Secrétaire Administratif
AFOUDA Salomon	Secrétaire Administratif Adjoint
ZOUSSOUNGBO Justin	Trésorier
KPOHA Louis	Secrétaire à l'Information et à la Promotion du Parti
ASSOGBA Marcaire Léon	Secrétaire Adjoint à l'Information et à la Promotion du Parti
CAKPO Moussa	Secrétaire à l'Organisation et à la Formation Politique
ALAVO Michel	Secrétaire Adjoint à l'Organisation et à la Formation Politique
DOSSOUNON Denis	Secrétaire aux affaires sociales
GUIDIGBI Gervais	Secrétaire Adjoint aux affaires sociales
KITCH Elie Félix	Secrétaire à la Jeunesse et aux loisirs
DOSSOU Augustin	Secrétaire Adjoint à la Jeunesse et aux loisirs
Mme KOUKOUI Hounyimi	Secrétaire aux affaires féminines
Mme SUANON Laetitia	Secrétaire Adjoint aux affaires féminines
GBAGUIDI François	Secrétaire aux Cultes chargé des Relations avec les anciens sages
GAMBARI Alidou	Secrétaire Adjoint aux Cultes chargé des Relations avec les anciens sages
BARENCO Fidèle	Secrétaire chargé des Relations avec les sous comités
AGBANGLA Joseph	Secrétaire à la production
DOHINNON Stanislas	Secrétaire aux Questions Electorales
HOUEHANOU Lambert	Secrétaire Adjoint aux Questions Electorales
BAPARAPE Abdoulaye	Secrétaire à la Sécurité
: DRAMANE Sofianou	Secrétaire Adjoint à la Sécurité

Sources : enquêtes de terrain.

Tableau n° 3 : COLLECTIF DES CONSEILLERS POLITIQUES

DRAMANE Karim Naro	Conseil Spécial
AZON Frédéric	Conseil Spécial Adjoint
MORA Abdoulaye **	Conseil charg. Relat. Parti Polit
ADANDEDJAN Gabriel	Conseil charg. Relat. Parti Polit. Adjoint
BONON Virgile	Conseil aux Finances et à l'économie
HINVI Charles	Conseiller à l'info à la Promotion
AGBOTRO Cyrille	Conseiller à l'info à la Promotion Adjoint
TOGNON Bonaventure	Conseiller à l'organisation et à la Formation Politique
ATCHADE Maxim	Conseiller à l'organisation et à la Formation Politique Adjoint
KPONGAN Benjamin **	Conseiller aux affaires sociales
SARE Kpéra Daniel	Conseiller aux affaires sociales Adjoint
GAGUI Léopold	Conseiller à la Jeunesse et aux Loisirs
CODO Zachari	Conseiller à la Jeunesse et aux Loisirs Adjoint
BIO Adam Fati	Conseiller aux Affaires Sociales
HOUNTONDI Suzanne	Conseiller aux Affaires Sociales Adjointe
CHABI Gabi	Conseiller aux Cultes
GUEZO Henri	Conseiller aux Cultes Adjoint
KPENETOU Pierre-Claver	Conseiller charge des relations avec les sous comite
CHABI Kennou	Conseiller à la Production
DOSSOU YOVO Cyrille	Conseiller aux Questions Electorales
FIOGBE Dieudonné	Conseiller Adjoint aux Questions Electorales
YAROU Alassane	Secrétaire à la Sécurité
AKPAKOUN Barnabé	Secrétaire Adjoint à la Sécurité

Sources : enquêtes de terrain.

Notons qu'antérieurement à ces bureaux installés le dimanche 19 décembre 1999, un autre avait été formé par le député du parti dans la ville le 7 août 1999. Ce bureau n'est composé que des partisans du député. Qualifié d'antidémocratique par ceux qui en ont été exclus, et qui entretenaient de bon rapports avec le sommet, il a été dissout. A la réunion du 19 décembre, le député qui n'a pas eu le soutien du sommet quant au bureau qu'il a formé n'a pas daigné accepter son ancien poste qui lui fut reconduit ; celui de secrétaire à l'organisation. Il démissionna avec trois de ses supporters et exhorta les membres de ce nouveau bureau à s'intéresser désormais aux frais de location du siège du parti. Ceci soulève comme nous le verrons un peu plus loin, l'épineux problème du financement des partis politiques à Parakou.

Une fois ces bureaux élus, les membres ne se réunissent que de façon extraordinaire dans le cadre des préparatifs d'une élection. Certains membres disparaissent sitôt après les élections. Très souvent, les principaux acteurs, vrais militants, ne figurent pas dans les bureaux ou n'y occupent pas un poste influent.

Profitons pour dire un mot sur le conflit au sein de la RB à Parakou. Ce conflit en grande partie entretient des liens régionaux. C'est le résultat d'une distinction Nord-Sud au sein du parti. L'enjeu est l'affirmation par chaque groupe de son identité ethnique. Comme groupes stratégiques, on distingue ceux qui se réclament du Sud et ceux du Nord. Les premiers s'affichent comme les propriétaires du parti. Le clan du Nord n'est là que de façon stratégique pour répondre à un besoin d'unité locale et d'électorat autochtone. Ainsi suite à l'élection du député Moussa KAKPO, des différends ont éclaté quant au clan qui a le plus joué dans cette victoire.

Le député originaire du nord affirme avoir été élu par les gens du nord et les Nagot(Yoruba) plutôt que par les Fon ; ceux du sud affirment mécontents, que c'est grâce à eux qu'il a été élu. Le député rétorque que si c'était la communauté Fon qui avait cette capacité, elle aurait assuré la victoire en 1995 à M. DEHOU candidat originaire du sud à qui il avait manqué quelques dizaines de voix pour se faire élire.

De même au sein de l'association des femmes de ce parti, subsistent des désaccords entre la responsable originaire du septentrion et les femmes de la communauté Fon qui n'acceptent pas qu'elles soient dirigées par une " Tomènou "¹. Elles se sont alors entendues pour mener des activités sans l'avis de leur responsable. Elles organisent des réunions sans qu'elle ne soit au courant. Aussi envisage t- elle de démissionner. La responsable des femmes avait été imposée aux membres de l'association(à 95% originaire du sud) par le bureau départemental. "C'était une de nos stratégies pour attirer au sein de l'association, des femmes du Nord" affirme un responsable du bureau départemental. Cette distinction ethnique au sein du parti, vicie l'atmosphère et rend difficile les prises de décisions.

La composition des bureaux tient compte le plus souvent des critères tels que l'alphabétisation, le genre, l'âge (jeune et vieux), l'ethnicité. Voici à titre d'exemple une étude de cas du bureau de la sous-section de Parakou du FARD-ALAFIA.

Tableau n°4 LISTE DES MEMBRES DU BUREAU FARD ALAFIA DE PARAKOU

NOM ET PRENOMS	POSTE
AROUNA Alidou	Secrétaire exécutif
SARA KPERA Pierre	Secrétaire exécutif adjoint
KPEDE Orou Saré	Secrétaire administratif
HOUASA Kpodé Sophie	Secrétaire administratif adjointe
EI-Hadj BOUKARI NOUROU	Trésorier Général
CHABI Orou Gandé	Trésorier Général adjoint
ZIME N'goli Salifou	Secrétaire au développement économique
ABDOULAYE Ramane	Secrétaire à l'organisation
SALIFOU Maïmounath	Secrétaire à l'organisation des femmes
SALIFOU Yaya	Secrétaire à l'information politique
CHABI Yirou Bio	Secrétaire à l'alphabétisation et à la culture

- Le secrétaire exécutif, M. Alidou AROUNA est agent de la SONAPRA, niveau BAC, il a la quarantaine environ, et est natif de la ville.

- Le secrétaire exécutif adjoint M. Pierre SARA KPERA est agent de la CUP, Chef bureau planification urbaine et affaires financières. La cinquantaine.

- Le secrétaire administratif M. Orou Saré KPEDE est agent du service alphabétisation, Niveau BEPC, il a la quarantaine.

- La secrétaire administrative adjointe Mme Sophie KPODE OUASSA a le niveau BEPC, la trentaine.

¹ Expression péjorative en langue Fon pour désigner les ressortissants du Nord.

- Le trésorier EL-Hadj Nourou BOUKARI est commerçant transporteur analphabète, la quarantaine.
- Le trésorier adjoint, M. Orou Gandé CHABI, la quarantaine niveau CEP agent en service à l'ENI.
- Le secrétaire au développement économique, M. Salifou ZIME N'GOLI, niveau BEPC, la trentaine.
- Le Secrétaire à l'organisation M. Ramane ABDOULAYE est le chef parc voirie de la CUP la quarantaine, ingénieur rural.
- La secrétaire à l'organisation des femmes la quarantaine, Mme SALIFOU Maimounath, niveau CEP.

Parmi les onze membres qui composent le bureau, seul le trésorier est analphabète. La plupart à la quarantaine. Tous sont originaires de la région Nord du pays et habitent la ville de Parakou. On y compte que deux femmes. Ceci dénote de l'infime place qu'occupe la femme dans l'arène politique locale notamment dans le jeu électoral où on ne se sert d'elle que pour se faire de la propagande. Le fait que le trésorier soit analphabète, ne ressort pas du hasard. C'est son statut socio-économique qui importe. Et c'est d'ailleurs comme nous le verrons un peu plus loin, l'une des raisons qui ont motivé le choix porté sur lui.

Mis à part l'installation des bureaux, les partis organisent des manifestations tels les congrès ayant lieu dans la ville ou dans ses environs; les conférences de presse; les rencontres de "remerciement de l'électorat" pour ceux qui ont obtenu de siège. Ces rassemblements pour remercier l'électorat se traduisent par des réjouissances au cours des quelles les populations sont invitées à festoyer avec leur candidat. Il s'agit là d'une innovation des dernières législatives. Les partis politiques participent également aux manifestations publiques organisées par les autorités administratives ou religieuses et auxquelles ils sont invités.

Les partis politiques s'investissent également dans la fonction de recrutement. Ce recrutement se fait suivant plusieurs procédés et met en scène aussi bien l'institution que les acteurs.

2-2 - L'ADHESION A UN PARTI

Les adhésions au sein des partis, se résument en règle générale, à une demande souvent verbale à l'endroit du secrétaire général de la section de Parakou, et au paiement des frais d'établissement de la carte de membre du parti qui varient entre 200 et 1000 F CFA auxquels s'ajoutent deux photos d'identités. Mais toutes les adhésions ne révèlent pas ce caractère officiel car des personnes se réclamant de tel ou de tel autre parti n'en possèdent aucune preuve écrite bien que reconnues comme membres du parti par la structure locale. Au même moment, il y a des personnes qui possèdent plusieurs cartes de membres de différents partis qu'ils exhibent à tour de rôle suivant les intérêts en jeu. Notons que ces adhésions dont la plupart se font à l'approche des élections pour bénéficier d'éventuelles faveurs facilitées par l'appartenance à un parti, sont selon le secrétaire général d'un de ces partis, "un poste à gagner, l'argent, l'honneur et le prestige d'appartenir à tel ou tel bord politique. "

En dehors de ces aspects liés aux adhésions il y a un autre non moins important qui est celui de l'ethnicité. En effet, il est mal vu que l'on soit de la région nord et adhérer à un parti dit étranger c'est- à dire un parti dont le leader national est de la région sud. A ce titre une militante de la RB originaire de Nikki affirme qu'après la conférence nationale, elle adhéra au parti RAP de Florentin

MITO BABA. Ses parents la rappelèrent à l'ordre pour qu'elle cesse de "trahir et de honnir sa famille". C'est ainsi qu'un membre fondateur du PNDD et parent à elle, l'obligea à militer dans le PNDD. Pour lui faire plaisir continua-t-elle, elle signa quelques fiches d'adhésion. Mais pendant la campagne des législatives de 91, elle s'afficha pour le RAP. Ce fut le début de la rupture avec les siens. Avec la crise au sein du RAP, et la création de la RB, elle intégra l'association des femmes RB de Parakou dont elle est l'actuelle présidente. Lors des campagnes pour les Législatives de 1999, où elle sensibilisait les populations de quartiers en quartiers pour la cause RB, elle s'est vue interdire l'accès du quartier Tranza ; quartier de son père qui est du FARD-Alafia. Cette militante affirme que son adhésion à un parti "étranger" s'explique par le fait qu'elle pourra vite gravir les échelons politiques en vendant son statut "d'autochtone".

Il arrive très souvent que les leaders du parti recrutent directement des personnes dont ils jugent l'adhésion propice aux intérêts du groupe. Ces intérêts sont pour la plupart d'ordre financier et le choix est porté dans ce cas, vers un homme riche.¹ Le choix peut obéir également à des raisons d'ordre sécuritaire comme c'est le cas de la RB qui a eu à confier un poste dans le bureau départemental à un émeutier des événements de mars 1991. C'est, selon les responsables du parti, une manière de récupérer et de s'attacher les faveurs d'un ancien bourreau. Ainsi en dehors de la demande exprimée par l'adhérent, il y a la possibilité de négocier avec certains pour les faire venir dans l'institution afin de bénéficier de leurs faveurs.

Les sections locales des partis ne sont pas si détachées de l'institution au niveau national. Cette dernière influence largement la dynamique locale.

2-3 RELATION SOMMET-BASE

Pour ce qui est des relations entre l'organisation locale du parti à Parakou et le bureau national, seuls quelques acteurs de la politique locale notamment l'élite sont en contact avec le siège national communément appelé "sommet" par opposition à la "base" dont ils se réclament. Il en résulte un discours "basiste" dont ils se servent pour s'imposer au "sommet" quant aux choix des candidats à positionner lors des législatives. Ainsi la "base", concept défini comme l'unité de regroupement au niveau le plus bas défini par le parti et dans laquelle le militant peut librement s'exprimer, sert suivant l'intérêt, à désigner l'élite locale, l'Assemblée Générale, le bureau local, l'opinion publique, les électeurs ; d'où les discours justificatifs tels que : "c'est la base qui a dit, c'est elle qui juge, c'est elle qui prime". De même les militants non-membres du bureau se considèrent plus "basistes" que ceux membres du bureau à qui ils reprochent l'appropriation de tous les honneurs politiques ainsi que le privilège de rendre compte "subjectivement" des réalités politiques locales. Quant au "sommet" qui rarement effectue des descentes sur le terrain, il se contente de collaborer uniquement avec les courtiers locaux en quête de faveurs et qui se substituent à la "base". Celle-ci regroupant surtout les militants actifs qui n'ont aucune chance réelle d'être positionnés. C'est ainsi que lors du positionnement des candidats aux législatives, plusieurs conflits éclatent entre militants actifs bien populaires, mais moins connus du "sommet" et membre du parti et/ou membre du bureau local ayant doré leurs blasons auprès des leaders nationaux. Plus précisément, ceux qui ont su vanter leurs mérites auprès des leaders nationaux parce qu'ils ont "la capacité d'aller à Cotonou".

De ce fait, l'organisation politique locale à Parakou, révèle un caractère oligarchique du jeu politique en ce sens que très peu de gens sont informés ou s'intéressent aux affaires internes des partis. Ceci explique l'opinion faite des partis politiques considérés comme l'apanage d'une élite, de ceux qui sont à l'aise. Les autres ne se sentent concernés que lors des élections.

¹ voir infra le titre sur le financement des partis politiques.

Il est à noter également que les structures politiques ne s'intéressent pas à la formation/information de leurs membres malgré l'existence d'institution s'adonnant à cette formation politique. Les partis à Parakou n'ont pas d'organes de presse leur permettant de se faire connaître et d'analyser la situation politique. Seul le FARD-ALAFIA est détenteur d'un journal privé "LABARI" hebdomadaire qui paraît de temps en temps (encore que le journal appartient seulement à un membre fondateur du parti M. Ousmane BATOKO). Quant au financement du parti, il incombe seulement à quelques acteurs.

2-4 LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Les partis, officiellement, prétendent être financés principalement par les droits d'adhésion, les cotisations ordinaires des membres en plus de dons et legs. Cependant toute une autre dynamique économique gouverne l'organisation financière des mouvements partisans à Parakou. Pour N'MOROU 2000, bien que les statuts de tous les partis politiques prévoient que les militants doivent cotiser pour assurer le fonctionnement et l'organisation de leurs activités, rares sont ceux au sein desquels ces cotisations sont effectivement levées et payées. Il en résulte que ceux qui possèdent les moyens sont les vrais propriétaires de ces partis. Ceci témoigne de la faible mobilisation des fonds au niveau local. Ce qui amène les leaders politiques à trouver d'autres alternatives.

A Parakou, les partis recherchent ou du moins courtisent un certain nombre de personnalités riches et populaires dans la ville. Ces nouveaux acteurs de la politique, élevés au grade de "Parrains", se retrouvent le plus souvent parmi les grands transporteurs et/ou commerçants de la ville. Ces derniers en quête d'une accumulation d'honneurs et de prestiges, mettent leurs bourses au service du fonctionnement des partis. En plus de cet apport financier, les riches parrains drainent lors des élections un nombre impressionnant de membres de leur famille, de gens à leur service, leurs protégés. Ceux-ci étant en devoir d'adhérer au choix politique de leurs protecteurs. La rétribution de ces "banquiers politiques" est de se tailler les premières places lors des chargements à la SONAPRA lorsqu'il s'agit d'adhésion à des partis tels que le FARD, le CAR, détenteurs des postes de direction à la SONAPRA. Au cas où il s'agirait de partis n'ayant rien à voir avec la SONAPRA, les parrains se nourrissent d'espoir quant aux appuis des leaders politiques pouvant faciliter leurs transactions commerciales. Ainsi, ces riches hommes d'affaires de part leur statut dans la ville, constituent un groupe d'acteurs stratégiques au sein des partis. Suivant qu'ils y retrouvent leurs intérêts, ils sont plus ou moins larges dans leur élan généreux. Au cas où aucun profit ne se ferait sentir, le parrain peut rompre avec le parti politique en question et nouer d'autres relations partisans avec le courtisan le plus habile. Ceci dénote des mutations politiques qu'on observe à ce niveau. Ainsi, El-Hadj Ali SEÏDOU dit VITA¹ actuel parrain du PSD et premier responsable au niveau du département du Borgou occupa les mêmes fonctions dans le parti RDL de Séverin ADJOVI et fut sympathisant du PNDD. En parlant de sa venue au PSD, il affirme : "il faut aller vers quelqu'un qui te cherche, connais ta valeur et te fais la cour parce que si je suis au Nord et que ceux du Nord ne m'ont pas considéré, je ne peux pas rester dans leur parti. J'ai intégré un parti parce que cela entraîne des connaissances (relations). C'est comme un arbre planté et il faut attendre les fruits (par exemple les enfants étudiants à placer). Les gens ne savent pas ce que c'est qu'un parti. C'est la raison pour laquelle ils ne cotisent pas. Ils croient aux bénéfices à court terme. Le PSD m'a fait la cour parce que je suis populaire et non à cause de mon métier de transporteur. Mais lorsque le parti a un problème de 100.000 F CFA, c'est rien pour moi. La location du siège, l'électricité, je paie. C'est grâce à mes connaissances à Parakou, Kandi, Djougou que le PSD a fait de grands scores lors des législatives dernières."

¹ Voir sa biographie en annexe n°1.

Le PSD a été la cinquième force politique à Parakou lors des législatives de mars 1999 après le CAR-Dunya bien que son leader soit du Mono dans le sud du pays. Néanmoins, ce parti se réclame de la Mouvance dite secondaire regroupant ceux qui ont favorisé l'élection du Général KEREKOU au second tour par opposition à la Mouvance primaire c'est-à-dire la catégorie de ceux qui l'ont soutenu dès le premier tour des élections présidentielles de 1996.

Les données suivantes nous renseignent sur les différents scores réalisés par le PSD à Parakou. Aux législatives de 1991, le PSD en alliance avec l'UNSP de Wallis ZOUMAROU originaire du Nord a fait un score de 368 voix à Parakou sur 17.665 suffrages exprimés dans la ville et 1054 voix dans le Borgou sur 111030 suffrages exprimés. En 1995, le parti a eu dans tout le Borgou, 3547 voix sur les 247.539 exprimés.

En 1999 le PSD à Parakou a eu 3112 voix sur les 46152. Il avait occupé dans la ville de Parakou en 1991 le 10ème rang.

Un autre exemple est celui de El-Hadj Salifou ISSIFOU transporteur sympathisant du FARD-Alafia qui affirme mettre ses camions à la disposition du parti pour transporter les militants lors des Meetings. En retour, le parti l'aide à récupérer son argent bloqué à la BCB, Banque Nationale ayant fait faillite.

Notons que le phénomène du parrainage des partis politiques à Parakou par les riches transporteurs ne date pas de l'ère du renouveau démocratique. En effet ceci date des années avant les indépendances avec le RDD du Président Hubert MAGA. En témoigne El-Hadj Ali CHABI BAKOUN, riche transporteur de cette époque à Yarakinin, un quartier de Parakou et ex client honorable du Crédit Lyonnais du Bénin. Il est originaire de Kandi. Il affirme ceci: "Hubert MAGA, Arouna MAMA, CHABI Mama FOURDOUNGA, ces politiciens savaient bien que j'existe à Parakou et dans tout le Nord. Partout je suis connu à cause de ma notoriété et de ma richesse et c'est ce qui fait que l'on vote MAGA de Parakou à Kandi. MAGA m'a fait une cour assidue. Je possédais en ce moment une voiture de luxe avec laquelle je lui faisais la propagande. Je débloquais des sommes quand il s'agissait de faire des prières ou des offrandes pour que MAGA remporte la victoire. Ainsi en 1970, j'ai fourni le taureau exigé par le marabout pour empêcher des troubles pouvant annuler les suffrages au détriment de MAGA à Parakou. Aujourd'hui, je n'ai plus rien et les politiciens m'ont abandonné. Je n'ai tiré aucun profit de mon soutien à MAGA. Si je n'avais pas fait faillite, les partis seraient encore derrière moi".

Ces propos amers témoignent de l'expérience malheureuse que cet homme affirme avoir vécue au cours de ses relations avec un Président de la République.

Aujourd'hui déchu, il passe aux oubliettes et aucun parti ne le réclame.

En dehors des parrains transporteurs de la ville, il existe au sein des partis des membres qui se rendent influents par leur participation aux dépenses courantes (organisation de réunions, frais de location du siège, électricité, campagnes électorales) ceux-ci souvent sont des hauts fonctionnaires dans les sociétés de la place. Les députés élus dans la localité apportent également une aide financière à la section et à la sous-section du parti. A la RB par exemple les frais de la villa abritant le siège départemental du parti autrefois répartis entre quelques membres, (50.000 F /mois) étaient revenus au député de la ville après son élection. Mais suite à la dissolution du bureau départemental mis sur pied par ce dernier il a affirmé au cours de l'Assemblée Générale qui a adopté un nouveau bureau, de n'assurer désormais que la moitié des frais de location. L'autre moitié devant revenir au bureau installé et qui ne requiert pas son approbation.

Pour ce qui est du financement des campagnes électorales, il est souvent assuré de façon conjointe par les parrains, les candidats tête de liste, éventuellement le suppléant, et le bureau national représenté par le premier leader national.

En faisant fonctionner le parti sur le plan financier, les parrains n'ont pas pour autant, le monopole des décisions politiques qui concernent le parti. Le grand intérêt immédiat qu'ils retirent est celui d'être appelé également "politicien". Les décisions se prennent dans le cercle des intellectuels sans pour autant occulter le poids de ces parrains dans la balance du processus électoral.

CHAPITRE 3

LE PROCESSUS ELECTORAL

Le processus électoral est l'ensemble des opérations effectuées par l'administration électorale, les partis politiques et les électeurs pour désigner des élus locaux, des parlementaires ou le président de la république. En plus de ces acteurs principaux, s'ajoutent au sein de la ville de Parakou d'autres acteurs subsidiaires tels que le pouvoir traditionnel, les institutions religieuses, l'administration locale (circonscription urbaine de Parakou), les différentes associations. Dans ce cadre ci, nous nous intéresserons plus aux partis politiques et ceci à travers leurs acteurs, aux électeurs et aux acteurs subsidiaires qui autant qu'ils sont, développent des stratégies différentes vers la course au pouvoir.

3-1 LES STRATEGIES ELECTORALES

Compte tenu de l'enjeu important que représentent les élections pour ces principaux acteurs en général et pour les partis politiques en particulier, ce chapitre va s'attarder sur les stratégies mises en œuvre pour la conquête du pouvoir.

Ces stratégies dans la ville de Parakou sont multiples et changent suivant qu'il s'agit d'élections législatives ou présidentielles c'est-à-dire en fonction du type d'élection et des acteurs en lice. Une typologie de ces stratégies nous fait distinguer :

- Les modes d'acquisition d'une popularité dans la ville.
- Le positionnement des candidats.
- Les instruments de campagne

3-1-1 LES MODES D'ACQUISITION D'UNE POPULARITE DANS LA VILLE.

Tout comme dans le domaine économique, les acteurs de l'arène politique locale à Parakou sont à la quête permanente d'une renommée qui n'est négociable qu'auprès des électeurs. Ceci donne lieu à un marketing politique destiné à des fins électoralistes. Bien entendu, il y a de ces acteurs politiques qui de par leur fonction ou leur statut social dans la ville, sont populaires et ceux là, lorsqu'ils aspirent à la prise du pouvoir, n'ont plus trop de difficultés à se faire accepter. Par contre, il y a la catégorie de ceux là qui, natifs de la ville ou de ses environs, ne sont pas pour autant connus car, domiciliés à Cotonou la capitale économique du pays, ils n'ont pas jugé nécessaire de se faire connaître des "leurs". Mais vues leurs nouvelles ambitions et vue la mine d'or que représente le milieu d'origine, s'y tailler une bonne renommée pour des élections futures serait salutaires. Enfin, il y a ceux qui vivent dans la ville de Parakou mais y sont inconnus et doivent se faire connaître.

L'acquisition de cette popularité se prépare bien avant les échéances électorales et comme une sorte de pré campagne, informelle bien sûr, elle sert selon l'un des acteurs de la vie politique, "à cimenter les bases, fertiliser le sol pour des semences futures", que représentent les consultations populaires prochaines. A cet effet, les acteurs dans ce processus de valorisation de leur personnalité selon qu'ils soient autochtones de la ville ou non,¹ s'acharnent à mettre en exergue, des événements

¹ encore que le critère d'autochtone varie suivant les enjeux et les groupes stratégiques en place voir infra le titre sur les instruments de campagne.

qui leur sont favorables et à taire ceux qui assombrissent leur renommée ou plutôt les confinent dans l'anonymat . L'acteur natif de la ville s'évertuera à ressusciter les exploits d'un de ses ascendants ayant contribué au développement de la ville. Ceci donne lieu à une panoplie d'arguments soutenant le dicton "tel père tel fils". Une manière d'affirmer que le fils actuel (ayant hérité de la noblesse de ses parents) autant que "ses pères", est capable de conduire les affaires de la ville et a déjà fait ses preuves à travers ses parents. Un exemple d'acteur de cette stratégie est Monsieur Ousmane BATOKO, député du FARD-ALAFIA élu dans la ville, Ministre du Travail et de la Fonction Publique, candidat potentiel à la Mairie de la ville dont l'oncle Mr Mohamed BATOKO a été élu deux fois maire de Parakou en 1964 et 1969. Déjà en 1960, ce même oncle était deuxième adjoint au maire de Parakou.

Pour ce qui est de ceux qui n'habitent pas Parakou et veulent pourtant y entretenir une certaine obédience, ils la transforment en lieu de retraite pendant les week-end. Ainsi, ils séjournent là pendant deux jours de la semaine, pour s'adonner à des tractations propagandistes. C'est le moment de se faire voir dans les lieux publics, de rassembler les jeunes et de discuter avec "n'importe qui" afin de se faire attribuer l'étiquette d'homme "simple" car " les électeurs n'aiment pas les orgueilleux". Ils s'attachent les leaders informels de chaque quartier et s'investissent dans l'animation des groupes ou associations (organisations de tournoi de football inter quartier, financement d'associations telle que celle des étudiants et élèves de Parakou (AEEP), financement des activités de vacances ; dons d'infrastructures scolaires aux écoles de la ville).

Certains, profitant de leur présence dans le gouvernement ou à un poste de décision dans la ville, vont s'attacher les faveurs des autorités locales (maires, chefs quartier). Ceux-ci favorisant bien la mobilisation des jeunes de leurs quartiers. (Maurice Duverger cité par Roger Gérard CHWARTZENBERG 1977) dira dans ce sens que plus le droit de vote s'étend, plus il devient opportun de canaliser les suffrages : d'où l'apparition de comités électoraux, pour patronner des candidats et soutenir leur campagne. Ainsi les autorités locales à Parakou servent parfois d'intermédiaire pour mettre en place ces comités.

De même, il y a une recherche permanente des faveurs des chefs religieux, des chefs traditionnels, des notables d'autres personnalités ayant une certaine influence sur les populations. Ces faveurs s'acquièrent à l'aide de cadeaux offerts de façon périodique. Une autre tactique est de participer à toutes les grandes cérémonies surtout funéraires organisées dans la ville tout en ayant donné au préalable, une participation aux dépenses occasionnées par la manifestation. La plupart du temps, le nom du généreux donateur ainsi que la valeur du don sont portés à la connaissance du public suivi de louanges et de remerciements qui ne font que rehausser l'image de l'intéressé. A titre d'illustration, voici ce que fait un Ministre du Fard- Alafia dans la ville et à nous raconter par un jeune qui l'aide à se rendre populaire: "A chaque fête, et à chaque fin du mois il envoie des sacs de riz aux Imams et aux chefs traditionnels. Certains vendredi, il descend à Parakou et va à la mosquée. Pour y aller, il marche ; laissant la voiture à 700 mètres de la mosquée pour se faire remarquer. A chaque fois qu'il voit une assemblée de vieux après la mosquée, il les salue et fait un geste pour la cola. Si un vieux meurt, il envoie de l'argent et on publie cela"

Parfois, c'est l'homme politique lui-même qui organise des cérémonies grandioses lors de la perte d'un parent ou d'un mariage. A cet effet, il déploie toute sa capacité financière en vue d'émerveiller toute la ville et d'élever sa notoriété. M. ALASSANE Moussé par exemple reconnaît qu'à la mort de son père, il a eu à organiser des funérailles qui ont duré des semaines et au cours desquelles toute la ville pouvait manger et boire à satiété.

Il s'en suit que l'argent joue un rôle capital dans l'acquisition d'une renommée au sein de la ville. Il contribue largement à se façonner une image de marque, véritable atout dans la compétition électorale.

3-1-2 : LE POSITIONNEMENT DES CANDIDATS

Rappelons que depuis 1991, le Bénin a eu droit à trois élections législatives qui se sont toutes déroulées suivant le mode de scrutin de liste à la représentation proportionnelle. Seule la taille des circonscriptions électorales a connu une certaine modification. De six circonscriptions électorales en 1991 et correspondant aux six départements d'alors, la révision a porté à 24 le nombre des circonscriptions électorales pour les législatives de 1999. Chaque circonscription regroupe une (1) à quatre (4) sous-préfectures sauf la ville de Cotonou qui a été scindée en deux (2) circonscriptions électorales. La ville de Parakou la "capitale" des circonscriptions électorales où elle se retrouve, occupe une position déterminante quant à l'expression du vote. Avec sa population estimée à 150.000 habitants, elle a totalisé 66.813 inscrits aux élections législatives de 1999. Sa position phare fait donc d'elle le point de référence pour le positionnement des candidats dans la circonscription électorale dont elle fait partie. C'est pourquoi ne peut espérer un siège dans cette circonscription, que le candidat qui s'y est taillé (dans la ville) une place incontestable. Par exemple, on ne peut mettre en tête de liste en 1999 un candidat qui n'a que la ville de Pèrère comme fief électoral.

C'est alors qu'au niveau des acteurs politiques, plusieurs stratégies sont mises en œuvres lors de la constitution des listes électorales. Celles-ci font naître une certaine dynamique politique locale tout en révélant le caractère peu catholique des critères de positionnement des candidats.

DUVERGER, cité par SCHWARTZENBERG 1977, dira que la plupart des candidats proposés aux électeurs sont désignés par les partis, qui participent ainsi à la fonction de recrutement politique. Certes, cette sélection du personnel politique peut donner lieu à des vices oligarchiques,(...)à la formation d'une oligarchie cooptée.

Parakou n'est pas exempt du modèle de choix qui favorise l'émergence d'une élite politique peu représentative de la population locale. Rappelons qu'elle est une ville cosmopolite où le brassage ethnique est très prononcé. Cette kyrielle d'ethnies rend plus complexe le système de choix des candidats éligibles au sein de chaque parti. En effet, la confection de la liste électorale fait appel à des négociations très souvent informelles portant sur plusieurs variables qui se croisent : l'origine ethnique, l'expérience politique, les affinités avec les "bricoleurs" de la liste, l'influence dans la localité, la capacité financière, le rang dans la hiérarchie partisane c'est-à-dire le poste occupé dans le bureau national ou local, l'alphabétisme, l'ancienneté, l'âge et bien d'autres facteurs susceptibles d'augmenter les chances des compétiteurs. Pour Bako-ARIFARI 1995, les comportements politiques qui privilégient le terroir et ses impératifs aussi bien dans les choix d'alliance politique que de candidature à des postes électifs ne manquent pas de façonner les modes d'expression des suffrages à l'occasion des votes.

Le jeu des tractations met en scène les leaders politiques au niveau national et local ; les simples militants, les candidats indépendants en quête d'un positionnement favorable au sein d'un parti dans lequel ils n'ont jamais milité. Les négociations diffèrent selon les partis politiques c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de parti dont les leaders sont de la région ou non.

Lorsque les leaders nationaux du parti sont de la ville ou des environs, le problème ne se pose pas ; automatiquement, ils se positionnent car c'est le terroir où ils ont plus de chances de se faire élire. Ce sont les membres de l'élite locale. Habitants de la capitale économique, soutenus par leurs "frères" et les institutions et associations en place, ils échangent les voix de ces derniers contre

les largesses dont ils ont eu à faire preuve et dont ils feront encore preuve pendant la campagne électorale proprement dite. C'est ainsi que les membres actifs de ces partis à Parakou, n'ont aucune chance de figurer en tête de liste. Leur rôle sera de guider les leaders durant la campagne et de transférer à l'actif de ces derniers, les faveurs liées à la popularité dont ils jouissent dans la ville. Sur les 10 députés du FARD Alafia en 1995, huit au moins habitaient Cotonou. De même sur les 10 députés des élections de 1999, huit sont hors de la ville de Parakou et de toute la région du Nord. Le CAR Dunya issu de la scission du FARD Alafia et dont les 3 députés des législatives de mai 1999 ont été députés du FARD en 1995, ne sont pas membres des cellules du parti au niveau local avant d'être positionnés. Etant leaders du parti au niveau national et bien qu'habitants Cotonou, ils se sont positionnés au détriment des militants de la cellule de base. Ceci est valable pour le FARD, le RUND et l'UDS.

En ce qui concerne les partis dont les leaders ne sont pas natifs de la région ou n'y ont pas une notoriété, la confection de la liste électorale obéit à plus de dynamiques. Il appartient au parti d'aller vers ceux qu'il croit pouvoir le représenter valablement compte tenu de leur influence dans la zone. Ces derniers peuvent être membres du parti ou non, souvent ce sont des transporteurs ou l'élite locale c'est-à-dire les cadres natifs de la ville ou de la région Nord. Le mouvement peut être inverse et là ce sont les aspirants à la députation qui font la cour au parti. Ces acteurs parfois anciens députés en perte de crédibilité au sein de la population ou de leur parti, fonctionnaires, intellectuels natifs de la région en quête de prestige, ou encore novices voulant s'essayer à la politique, négocient auprès des partis "étrangers", leur candidature. Ils brandissent comme argument leur statut de natif de la ville et d'homme qui y est très influent. C'est alors le lieu de déploiement d'énergie pour convaincre les leaders des partis au détriment des membres du bureau local. Ici apparaît le conflit que nous avons nommé conflit de positionnement ou conflit membre et non-membre lors des positionnements aux législatives. L'enjeu au niveau de ce conflit est la recherche d'un meilleur positionnement sur la liste électorale du parti. Le conflit s'intensifie lorsque le choix du "sommet" se fait au détriment des militants locaux, les membres du parti à Parakou. La conséquence immédiate est l'affaiblissement du dynamisme des militants du parti qui plus loin peut entraîner son éclatement.

Que ce soit le parti ou les futurs candidats qui font le premier pas, la vigilance doit être de rigueur car très souvent la confiance mise en ces "produits locaux" pour être rentable se solde par un échec. Un exemple est celui d'un ancien député du PNDD en 1991 BOUROU Barthélémy qui, suites aux négociations avec le président de l'alliance de parti MERCI, M. Séverin ADJOVI, s'est fait positionner au détriment d'un membre influent au niveau local Mme AMADOU, directrice d'école soutenue par tout le quartier Zongo-Zénon dont le chef quartier est le président de la cellule du parti à Parakou. Ce quartier est le fief de Mr Séverin ADJOVI suites aux infrastructures qu'il y a réalisées au cours de son mandat ministériel dans le gouvernement. Espérant pouvoir rafler toutes les voix de ce quartier au moins, ce parti n'a eu que 188 voix sur les 1396 suffrages exprimés dans le quartier. Un des militants du parti explique : "C'est BOUROU qui est allé négocier au sommet alors qu'il est impopulaire, candidat malheureux à la royauté de la ville, il n'a eu que 46 voix dans son propre quartier à Kpébié. Le quartier a puni BOUROU et non le parti MERCI et a donné ses voix à FARD à défaut du mieux".

Une autre stratégie de positionnement est de mettre en tête de liste un candidat moins connu mais que l'on veut promouvoir tout en lui trouvant un suppléant très populaire et actif qui drainera vers le premier, les voix de ses électeurs. Ceci se fait soit par souci d'un homme politique de préparer sa relève en faisant élire un dauphin encore impopulaire (Lolo CHIDIAC et le député Idrissou IBRAHIM) soit pour aider un politicien peu accepté, à acquérir une popularité et à se faire

connaître des populations pour les prochaines élections municipales (BATOKO et son suppléant Ali YERIMA)

Un autre aspect de ce sous chapitre est le repositionnement des anciens députés pour un nouveau mandat au sein de leur parti. A ce niveau, peu sont ceux qui sont reconduits sur la liste ou du moins occupent toujours une place de choix sur la nouvelle liste électorale. Ceci s'observe, soit parce que l'honorable député après son élection, ayant vu ses objectifs atteints, ne s'est plus trop intéressé aux électeurs et s'est rendu impopulaire, raison pour laquelle son parti n'a plus confiance en lui pour lui ramener ses électeurs. Soit également parce qu'entre-temps, des divergences sont apparues entre le député et les autres membres du parti et puis d'autres acteurs ayant émergé, il se fait remplacer par eux.

De même, les scissions intervenues entre deux élections, amènent les dissidents à se positionner sur la liste de leur nouveau parti. Pour illustrer le phénomène du repositionnement, sur les dix députés du FARD en 1995, un seul a été reconduit député du même parti en 1999, trois d'entre eux ont été élus au niveau du CAR. Les six autres ont été éjectés.

3-1-3 : LES INSTRUMENTS DE CAMPAGNE

Avant toute échéance électorale au Bénin, la loi autorise pour un délai donné, les partis politiques à faire connaître leur(s) candidat(s) et à présenter leur programme d'action. A cette occasion, durant quinze jours, les populations ont droit à un spectacle exceptionnel composé surtout de slogans, de discours très souvent injurieux, de folklores et de musiques, le tout sur un fond de générosité ponctué de distributions de gros sous et de gros cadeaux.

Qu'il s'agisse d'élections législatives ou d'élections présidentielles, Parakou, en matière de moyens utilisés pour la propagande, entretient des points communs avec les procédés nationaux. Cependant, il y a de ces pratiques propagandistes qui confèrent une toile particulière à la ville compte tenu de son statut et des enjeux qui gouvernent l'arène politique locale. Lors de la campagne, sont en scène, aussi bien les candidats, les militants de leur parti, les électeurs¹ que les acteurs subsidiaires à savoir les dirigeants religieux et les chefs traditionnels. Ces derniers, invités d'honneur des meetings des différents partis lors des campagnes, interviennent pour donner un cachet spécial (officiel) aux manifestations. Indépendamment du statut ethnique du parti, ils viennent ou se font représenter ; jouant ainsi le rôle de gardien de la paix. Les partis du sud ont recours à ce procédé ne serait ce que "pour acheter le silence du pouvoir traditionnel, afin qu'il ne dénigre pas notre parti". Au-delà de cette mise en scène populaire, ces respectables autorités, vrais instruments de campagnes ayant reçu de chaque parti politique qui se respecte, des libéralités, forment avec leurs entourages et ceux qui les écoutent un électorat qu'ils guident vers le candidat choisi.

Au cours des trois campagnes électorales préparant les trois élections législatives au Bénin depuis l'avènement du renouveau démocratique, les différents protagonistes, sans projet original de société pour la ville, excellent dans les rivalités de personnes, cherchant constamment à dénigrer l'autre par des discours injurieux et dégradants. Mis à part les promesses du genre : "nous allons construire les écoles, aider les femmes et les jeunes, améliorer les conditions de vie des paysans", les candidats ont pour thème de campagne, l'incompétence des autres à l'exercice du pouvoir. Plutôt qu'une campagne parlementaire, on assiste à une propagande présidentielle entre partis soutenant l'action du président de la république (la mouvance) et les partis extérieurs au gouvernement

¹ Les électeurs sont scindés par ethnies et parfois par quartier par la force des choses.

(opposition) mais rarement les partis centristes (ni pour l'un, ni pour l'autre). Toute la dynamique se construit donc autour des deux personnalités politiques qui se partagent le monopole du palais de la Présidence depuis 1990 : le Président Mathieu KEREKOU et le Président Nicéphore Dieudonné SOGLO. Aussi pour ceux qui y trouvent leur compte, les deux noms sont brandis suivis des œuvres réalisées par l'un pour la ville et de tout ce que l'autre a eu "à commettre comme crime envers la ville". Cependant, par mesure de prudence pour certains partis comme l'UDS dont le leader est de la région septentrionale mais qui soutient l'action du Président SOGLO, il est inconséquent voire dangereux de dire aux frères autochtones de Parakou, partisan du Président KEREKOU que l'on est pour SOGLO et que KEREKOU n'a rien fait pour la ville. Il vaut mieux réserver cette version à la RB du Président SOGLO lui-même. Le parti se contentera à son avantage d'ailleurs de promouvoir indépendamment des deux clivages existants ses candidats suivants leur mérite dans la ville et surtout leur statut d'autochtone.

Eu égard à la place importante qu'occupe le département du Borgou dans lequel se trouve la ville de Parakou, par rapport à la production du coton, ce dernier constitue un enjeu important qui galvanise les élans lors des campagnes électorales. En effet bien que la culture du coton ne soit pas l'apanage de la ville, en son sein se développe quand même toute une industrie cotonnière. C'est à Parakou que se trouve la grande majorité des transporteurs de coton vers la capitale. C'est dans la ville que se trouve également la société des produits agricoles qui gère les transactions de coton de la région Nord. En outre, un grand nombre des habitants de la ville sont des émigrés des villages environnants, grands producteurs de coton et y ont des parents cultivateurs dont ils peuvent influencer le vote.

C'est alors qu'au cours des législatives de 1995, le FARD Alafia partisan du Président KEREKOU, s'est indigné de la gestion du coton faite par la RB à travers l'UDS dont le premier leader était le Ministre du Développement Rural d'alors. En retour il promettait aux populations Parakoises, la fin des malaises dont souffre le coton grâce à l'avènement du nouveau parti FARD Alafia qui fera augmenter le prix du coton. Aux présidentielles de 96 ce parti consacra sa propagande au Président KEREKOU sur le même thème. A l'élection de leur candidat, le développement rural revient au parti et le prix du coton fut augmenté effectivement. Aux législatives de 1999, le FARD-Alafia s'était déjà éclaté avec la création de CAR Dunya dont un des leaders M. Saley SAKA, a été nommé au poste de Ministre du Développement Rural après son occupation par le Secrétaire Général du FARD M. Jérôme SAKA KINA. C'est ainsi que les vrais protagonistes des dernières législatives à Parakou furent ces deux dissidents. La population a été témoin des propos diffamatoires tels que le "CAR est composé de bandits qui se sont appropriés nos ristournes pour battre campagne, il vous a donné de mauvais engrais qui ont baissé votre productivité, le CAR ne peut rien sans nous, le CAR (autobus) ne peut aller à DUNYA sans FARD, (phare) ». De l'autre côté, "FARD est un traître c'est à cause de nous qu'il existe. Ils ont mal géré votre coton pendant qu'ils étaient au développement rural. Et c'est pour pallier cela que nous avons voulu nous séparer d'eux et rétablir vos droits bafoués".

Aucune mention de lois à voter ou de propositions de lois ou encore d'amendement à l'action gouvernementale, comme si les candidats ignoraient tout de ce que c'est qu'un député.

Pour ce qui est des partis qui ont leur assise dans le sud telle la RB, le coton apparaît également comme une arme pour séduire non la diaspora Fon et apparentés mais les autochtones qui sont les principales concernées. A cet effet que ce soit aux présidentielles ou aux législatives, le parti argumente par son souci de vouloir relever le défi du coton en mettant au développement rural un natif de la région durant tout son mandat au gouvernement. En 1999, elle tenait les propos suivants "les gens de la mouvance sont incapables de poursuivre nos œuvres c'est pourquoi la

production du coton a chuté et il y a également du retard dans l'achat et le paiement de vos récoltes". De ces discours cotonniers dont les partis politiques abreuvant les électeurs au cours des campagnes électorales, on pourra déduire d'une part, le désir de taire les préoccupations réelles du peuple et d'autre part, le souci de s'approprier une fois au pouvoir, le monopole de cette principale culture de rente béninoise qu'est l'or blanc qui en fait constitue pour eux un véritable enjeu politico-économique.

Dans cette logique, SCHWARTZENBERG¹⁹⁷⁷, affirme que l'une des caractéristiques essentielles des partis politiques, c'est que leur forme est déterminée par le cadre socio-politique (et économique) d'ensemble de la société.

Un autre instrument de propagande capital dans la ville de Parakou est le discours régionaliste que tiennent les acteurs politiques. Ce discours revêt plusieurs aspects suivant qu'il s'agit d'une part, d'élections présidentielles ou législatives et d'autre part suivant la base ethnique du parti qui le prononce. Ainsi tous les partis utilisent le régionalisme dès que cela les arrange. C'est une stratégie assez complexe que chaque leader tourne à ses avantages.

Pour ce qui est des présidentielles, les mailles du tamis servant à la sélection ethnique sont assez larges. On distingue uniquement deux grands groupes : les partisans du Sud et ceux du Nord dont font partie les autochtones de Parakou et de toutes les autres localités du septentrion. C'est toujours le duo KEREKOU-SOGLO qui mène le jeu et même lorsque d'autres candidats natifs du Nord se présentent, c'est le fiasco. L'existence d'un bloc du Nord servant les causes de KEREKOU les considère comme des traîtres ou des vendus. Eu égard à tout ceci, le culte de l'autochtonie apparaît comme une arme importante dans la manipulation politique. (IMOROU 2000).

Les électeurs acquis à la cause, l'expriment à travers les suffrages. En 1991, le seul candidat natif du Nord qui concurrença KEREKOU au premier tour fut M. Bertin BORNA. Tous deux sont natifs de l'Atacora. Bertin Borna obtient dans tout le département du Borgou 923 voix dont 207 à Parakou. KEREKOU eut quant à lui dans tout le département 126.747 voix dont 16.425 à Parakou. Cette logique du "fils du terroir" entretenue par les partis politiques et concrétisée par les électeurs, s'observe également en "terre étrangère" où le Président SOGLO, soutenu par la diaspora Sud de Parakou a eu 6.924 voix soit plus de la moitié des voix qu'il a obtenues dans tout le département. Voix acquises également grâce au soutien du parti UDS à Kandi. Au cours de la campagne électorale, les partisans de l'UDS exhortèrent les populations à voir au-delà du sang et de l'origine ethnique, les œuvres réalisées par le Président SOGLO pour la ville et ses ambitions pour elle. Entre autres réalisations, la RB cite la construction du grand marché Arzèkè¹ et la nomination de plusieurs cadres du Nord aux affaires publiques. En direction de la diaspora Fon, ce sont les dédommagements que SOGLO a accordé aux victimes des événements malheureux survenus lors des présidentielles de 1991, qui sont bandits. La communauté Fon et apparentées est présentée comme une victime qui doit se solidariser et soutenir la RB qui seule peut la défendre en terre étrangère bien qu'il y ait dans la ville, d'autres partis dont les leaders sont du Sud.

Lors des législatives, le scénario est le même pour les partis du Sud à quelques exceptions près pour la RB en 1999 où la logique du fils du terroir a joué doublement lui donnant droit à un député dans la ville où elle a eu le meilleur score devant les partis dits du Nord.

¹ Au fait, tous les acteurs politiques de parakou se réclame la paternité de ce marché. A cet effet confère IMOROU 2000.

En effet deux discours régionalistes ont meublé la campagne de la RB en 1999. Une en direction de la communauté Fon pour voter le parti de leur parent SOGLO et un autre en faveur des autochtones pour voter leur frère positionné¹.

Au sein des partis du Nord antérieurement solidaires autour d'un candidat pour les présidentielles, s'observe tout un autre discours.

Le domaine de définition de l'autochtone s'amenuise et des distinctions sont faites entre vrais natifs de la ville et simples leaders du Nord en général ; mais les partis du sud seront toujours indexés même s'ils présentent un candidat natif de la ville. Ce dernier tout en prônant l'unité de toutes les ethnies, se distinguera quand même comme étant fils de la ville.

Le discours régionaliste apparaît sous ces termes lorsque le parti autochtone s'adresse à la communauté Fon et apparentées. "Chez vous, on vous appelle "DAH TOMENOU" c'est-à-dire "Papa nordiste" ceci veut dire que vos parents vous considèrent comme des nôtres. Essayons donc de trouver des terrains d'entente pour construire Parakou. Il est temps que vous vous sentiez chez vous". Une manière donc plus habile de gagner toujours par le jeu régionaliste cette force électorale que représente la communauté Fon. Notons que le caractère régionaliste trop poussé des propagandes, échauffe le climat et occasionne des troubles destinés soit à empêcher le vote de certains, soit à annuler les suffrages de la ville comme aux présidentielles de 1991. Ceci fait que depuis ces événements malheureux de mars 1991 qui entretiennent des liens étroits avec ceux de mars 1964, une certaine crainte règne dans la ville le jour des élections.

Pour les législatives, lorsque plusieurs fils du terroir sont positionnés, le choix des électeurs obéit aux variables telles que l'envergure du parti du candidat dans la ville, le statut ethnique et le bord politique du leader de son parti, la renommée du candidat, sa capacité à s'acheter les consciences et à mobiliser les masses. Une autre façon de battre campagne dans la ville, est de s'appuyer non sur soi-même ni sur son parti pour faire des promesses électorales mais plutôt sur l'ailleurs, l'extérieur d'où les démagogues du genre : "j'ai des relations à l'extérieur, j'ai plusieurs connaissances qui seront pour la ville un atout".

Après la campagne électorale, les élections proprement dites et la proclamation des résultats, les partis victorieux ont instauré un genre de post-campagne organisé pour soi-disant remercier les électeurs pour leur fidélité envers le parti. Aussi au cours d'un meeting souvent suivi de réjouissances populaires, ces partis s'évertuent à rappeler à leurs militants que la lutte continue et en profite pour régler des comptes à leurs protagonistes.

3-2 - LES GEOGRAPHIES ELECTORALES

Le choix des candidats lors des élections tel que mentionné plus haut, obéit à la logique du fils terroir, à la taille du parti et au pouvoir de l'argent. Pour ce qui est du critère du fils de terroir, étant donné que dans la ville, on observe un regroupement ethnique par quartier indépendamment de toute cause électorale, on remarque une distribution des suffrages exprimés suivant les quartiers. Déjà dès les premières heures de la politique à Parakou après l'indépendance il y avait un découpage géographique de suffrages qui se greffe au conflit qui existait entre les quartiers Yéboubéri et Yarakinin. En effet, le premier s'est fait le fief de l'UDD du Président

¹ Bien que le candidat KAKPO Moussa soit originaire de Manigri dans l'Atacora, il a grandi à Parakou où il est très bien connu et considéré comme un fils de la ville. Ceci contrairement au candidat malheureux de la RB en 1995 natif du Sud

AHOMADEGBE ayant le soutien de la diaspora Fon de la ville et de quelques autochtones tel que M. Mohamed BATOKO ancien maire de la ville.

Le second quartier Yarakinin, abrite les admirateurs inconditionnels du RDD du Président MAGA.

A cet effet, en analysant l'histoire politique du Dahomey d'alors en ce qui concerne le monopole de la scène politique par les trois leaders originaires des trois grandes régions traditionnelles du pays, BAKO-ARIFARI 1995, affirme que ce tripartisme à majorité régionale définit à la fois la géographie électorale et le champ sociologique dominant de l'expression du politique au Bénin jusque dans les années 70. Comme stratégie politique, il a permis l'usage d'un discours électoral posant les différentes régions en altérité pour mobiliser les suffrages. Dans notre cas précis, nous allons nous atteler à la situation actuelle démocratique et au lieu de parler de géographie sur le plan régional nous considérerons un espace plus réduit à travers les différents quartiers de Parakou.

A l'ère du renouveau lorsqu'un parti a le monopole d'un quartier, c'est soit parce que ce dernier abrite les membres de l'ethnie du leader ou du candidat en lice ; soit également parce que le parti ou le candidat s'y est taillé une renommée à des fins propagandistes.

Ainsi ce n'est pas ex-nihilo lorsque la RB au cours des différentes élections, totalise une bonne partie des suffrages des quartiers tels Banikani, Alaga, Camp-Adagbé, Dépôt, Wansirou, Albarika où il existe une forte concentration des ethnies Fon, Adja et apparentés qui peut être par souci d'identité en terre étrangère, se constituent en un bloc uni pour voter en majorité le parti RB bien qu'il y ait d'autres partis avec des leaders originaires du Sud.

Tableau n°5 Récapitulatif des suffrages de la RB à Parakou lors des différentes élections.

Législatives	1991	1995	1999
	5.170	4.954	8.787
Présidentielles	1991	1996	-
	6.924	11.523	-

Sources : enquêtes de terrain.

La diaspora Fon regroupe 21,62% de la population de Parakou soit 32.430 habitants, et constitue un électorat fidèle à la RB qui a obtenu aux législatives de 1991¹ à Parakou, 5170 voix occupant le deuxième rang après l'Alliance PNDD-PRD qui a eu 5513 voix. Dans tout le département, elle a eu 6409 suffrages exprimés et s'en est sortie avec un député en la personne de l'honorable Séidou AMI TOURE natif de la région. . Il s'avère qu'en 1991, la différence entre suffrages présidentielles et législatives pour la RB n'est pas notable.

Lors des législatives de 1995, la RB obtint quand même 4954 voix bien que le candidat M. DEHOU René soit originaire du Sud, cependant le parti n'a pu avoir un siège dans la ville. Le total obtenu dans tout le Borgou s'élève à 6821 voix. En mars 1999, la RB comptabilisa 8787 suffrages². Bien sûr cette fois-ci, ce fut un fils du terroir comme nous l'avions dit plus haut qui fut positionné. Le parti a pu donc obtenir un siège dans la ville en la personne de l'Honorable KAKPO Moussa.

¹ RB en 1991 n'existant pas, son équivalent était l'Alliance UDFP MDPS-UID

² Confère annexe n°5 : résultats des législatives de 1999 à Parakou.

Cette victoire obéit à plusieurs facteurs. On pourra retenir en plus des facteurs habituels tels que le bloc sud et la logique du terroir en faveur de KAKPO Moussa, la réduction de la taille de la circonscription qui a fait ressortir ou valoriser les voix de Parakou. Mentionnons ici la diaspora de l'Atacora et les Yorubas et apparentés qui votent de façon indifférenciée n'ayant pas un candidat leader de leur groupe d'origine. Ils représentent à eux seuls 25% de la population.

Pour illustrer la répartition des suffrages suivant les quartiers, la RB récolte en mars 1999 1289 voix sur les 5478 de Banikani, 1189 à Albarika sur 2984, 1172 à Alaga sur les 1477. Elle représente la première force politique dans tous ces quartiers et dans bien d'autres de la ville. Aussi dans la première commune qui regroupe la plupart de ces quartiers, elle a eu la moitié des voix.

Le FARD s'est approprié les quartiers Lemanda, Sinangourou le quartier du Roi de la ville, Ouézé, Zongo-Zénon, Tranza et autres. Le CAR n'a obtenu la première place dans aucun quartier. Le RUND s'est fait remarquer à Tourou dans la troisième commune. Cependant l'Alliance de partis MERCI présidée par M. ADJOVI Sévérin a pu émerger à Zongo-Zénon comme deuxième force suite aux actions "généreuses" de son président à l'endroit de ce quartier. Notons qu'il y a quand même des quartiers mixtes qui répartissent leurs suffrages à égalité entre certains partis. Il s'agit des quartiers Kpébié, Ladj Farani et autres.

Au travers de tout ceci, il s'avère néanmoins que la notion de géographie électorale, est étroitement liée à celle de "fils du terroir". C'est-à-dire que la présence d'un fils du terroir dans la course électorale détermine la répartition de ses suffrages dans les quartiers où se trouvent les ressortissants de sa région.

Voici un tableau récapitulatif des statistiques électorales de quelques partis aux législatives de 1999 par quartier à Parakou suivi des histogrammes pour chaque commune.

Tableau n°6 : Récapitulatif des statistiques de quelques partis par quartiers¹ à Parakou

QUARTIERS	Suffrages exp	Car Dunya		MERCİ		RUND		Alliance étoile		PRD		PSD		Fard Alafia		RB	
		Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Albarika	2984	162	5,43	45	1,51	336	11,3	34	1,14	118	3,95	86	2,88	351	11,76	1189	39,85
Alaga	1477	16	1,08	8	0,54	55	3,7	9	0,61	21	1,42	28	1,90	36	2,44	1172	79,35
Boundarou	625	58	9,28	12	1,92	44	7,0	15	2,40	23	3,68	20	3,20	103	16,48	215	34,40
Camp Adagbè	1365	58	4,25	38	2,78	264	19,3	24	1,76	63	4,62	49	3,59	185	13,55	392	28,72
Dépôt	1756	118	6,72	36	2,05	130	7,4	47	2,68	46	2,62	85	4,84	174	9,91	689	39,24
Kpébié	1237	152	12,29	46	3,72	104	8,4	23	1,86	65	5,25	39	3,15	204	16,49	188	15,20
1ere Commune	9444	564	5,97	185	1,96	933	9,88	152	1,61	336	3,56	307	3,25	1053	11,15	3845	40,71
Amaouignon	1569	160	10,20	46	2,93	70	4,5	125	7,97	22	1,40	56	3,57	355	22,63	100	6,37
Gah	1551	97	6,25	42	2,71	63	4,1	66	4,26	109	7,03	85	5,48	293	18,89	427	27,53
Gannou	888	59	6,64	9	1,01	47	5,3	20	2,25	3	0,34	20	2,25	297	33,45	36	4,05
Guéma	910	74	8,13	5	0,55	39	4,3	24	2,64	5	0,55	35	3,85	281	30,88	40	4,40
Tranza	1393	165	11,84	7	0,50	35	2,5	74	5,31	51	3,66	89	6,39	355	25,48	259	18,59
Wansirou	1318	115	8,73	24	1,82	112	8,5	28	2,12	29	2,20	76	5,77	165	12,52	322	24,43
Zongo nord	2997	340	11,34	33	1,10	158	5,3	115	3,84	98	3,27	180	6,01	565	18,85	632	21,09
2eme Commune	10626	1010	9,50	166	1,56	524	4,93	452	4,25	317	2,98	541	5,09	2311	21,75	1816	17,09
Tourou	2333	131	5,62	16	0,69	638	27,3	14	0,60	33	1,41	188	8,06	446	19,12	91	3,90
3eme Commune	2333	131	5,62	16	0,69	638	27,35	14	0,60	33	1,41	188	8,06	446	19,12	91	3,90
Banikani	5478	347	6,33	112	2,04	604	11,0	147	2,68	223	4,07	309	5,64	600	10,95	1289	23,53
Baparapé	749	58	7,74	26	3,47	102	13,6	8	1,07	8	1,07	80	10,68	183	24,43	14	1,87
Ladji-farani	2398	293	12,22	42	1,75	194	8,1	33	1,38	73	3,04	281	11,72	383	15,97	346	14,43
Lémanda	755	84	11,13	16	2,12	75	9,9	6	0,79	18	2,38	34	4,50	280	37,09	13	1,72
Zongo Zénon	1402	104	7,42	188	13,41	128	9,1	10	0,71	47	3,35	70	4,99	449	32,03	104	7,42
4eme Commune	10782	886	8,22	384	3,56	1103	10,23	204	1,89	369	3,42	774	7,18	1895	17,58	1766	16,38
Bakpérou	609	10	1,64	7	1,15	39	6,4	8	1,31	8	1,31	52	8,54	321	52,71	31	5,09
Madina	356	15	4,21	12	3,37	35	9,8	14	3,93	9	2,53	8	2,25	66	18,54	29	8,15
Ouézé	443	12	2,71	9	2,03	52	11,7	6	1,35	8	1,81	70	15,80	219	49,44	7	1,58
Sinagourou	922	33	3,58	58	6,29	54	5,9	18	1,95	45	4,88	32	3,47	243	26,36	57	6,18
Titirou	1979	64	3,23	16	0,81	124	6,3	22	1,11	188	9,50	102	5,15	200	10,11	262	13,24
5eme Commune	4309	134	3,11	102	2,37	304	7,06	68	1,58	258	5,99	264	6,13	1049	24,34	386	8,96

¹ Le choix s'est porté ici sur seulement quelques grands quartiers.

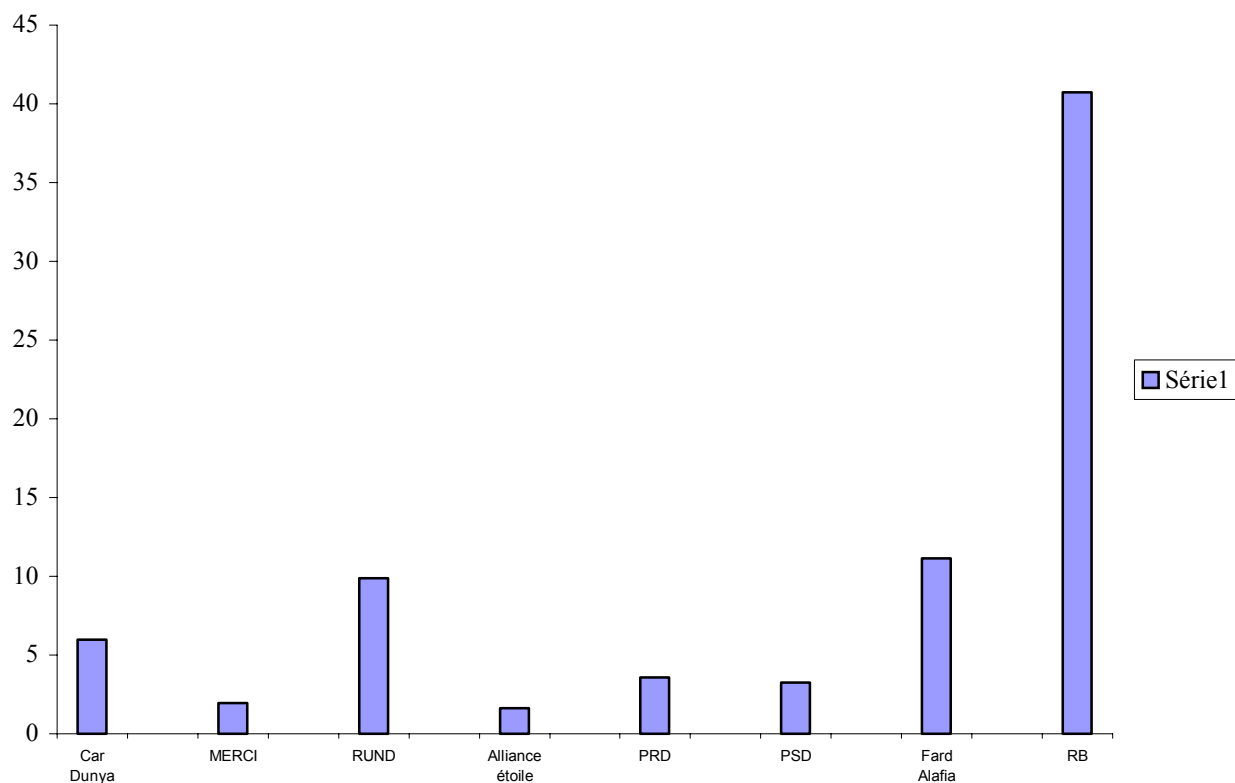


Figure n° 1 : Répartition des suffrages dans la 1^{ère} Commune

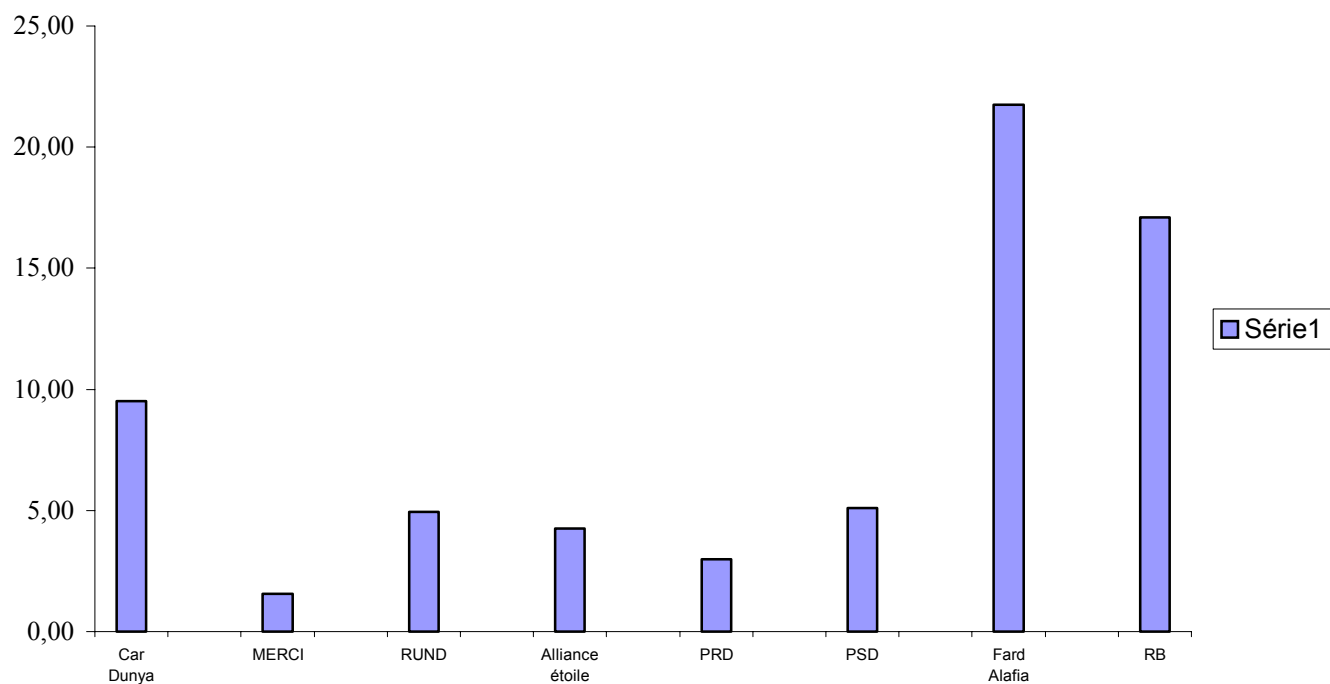


Figure n°2 : Répartition des suffrages dans la 2^{ème} Commune

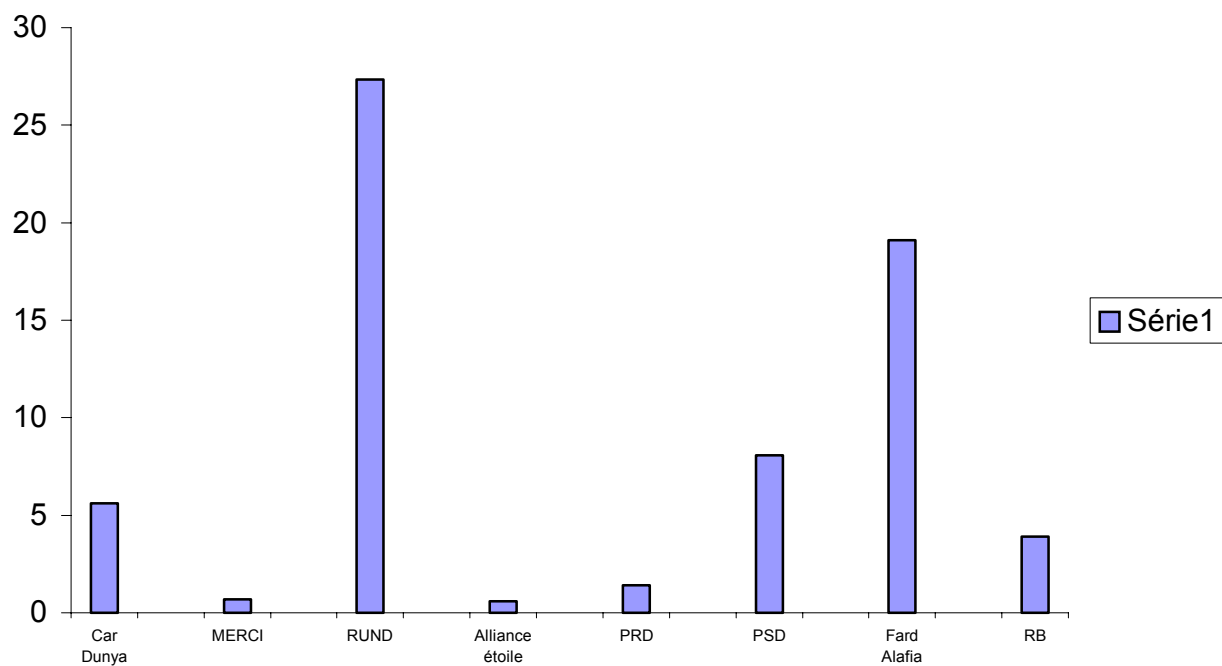


Figure n°3 : Répartition des suffrage dans la 3^{ème} Commune

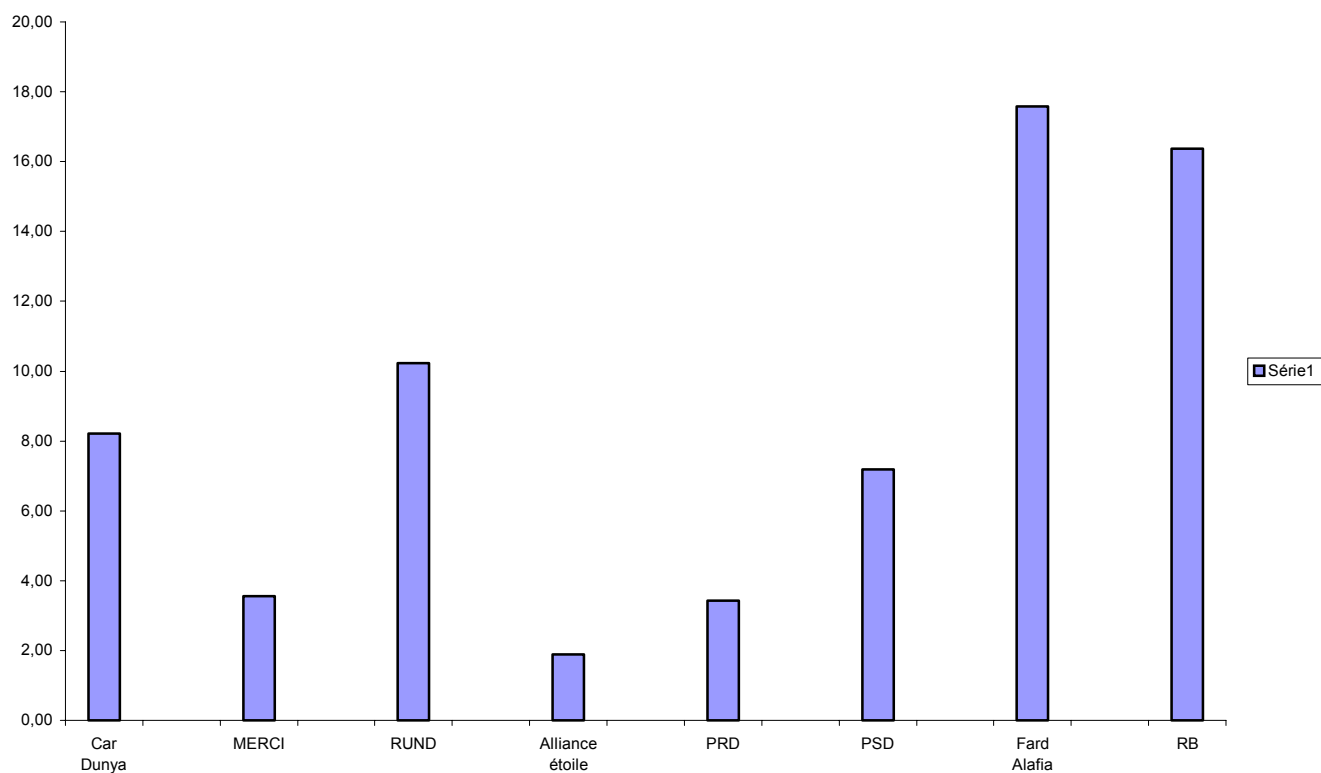


Figure n°4 : Répartition des suffrages dans la 4^{ème} Commune

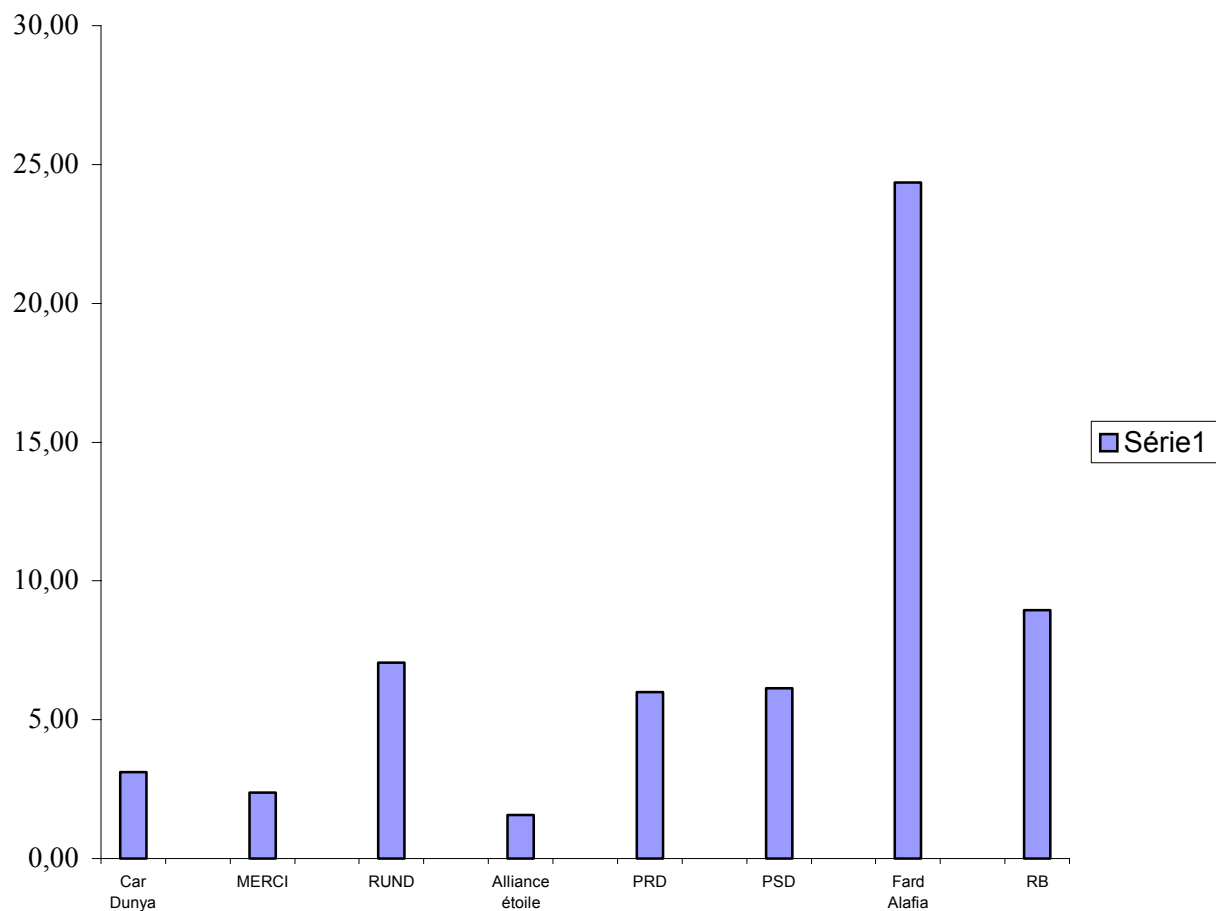


Figure n°5 : Répartition des suffrages dans la 5^{ème} Commune

Dans la première commune la RB domine nettement tous les autres partis. Dans la deuxième commune, le FARD-Alafia l'emporte, dépassant sensiblement la RB. Dans la troisième commune, c'est le RUND qui mène la partie. Par contre le FARD- Alafia et la RB se discute la quatrième commune. Quant au niveau de la cinquième commune, le FARD- Alafia est largement en tête.

CHAPITRE 4

POUVOIR TRADITIONNEL, DECENTRALISATION ET PARTIS POLITIQUES

4-1 LE POUVOIR TRADITIONNEL ET LE SYSTEME PARTISAN

Malgré le caractère moderne que présente la ville de Parakou, il existe une survivance de l'organisation sociale traditionnelle avec l'installation des chefs traditionnels¹. En dehors de la présence d'un roi pour toute la ville (Sa Majesté le roi AKPAKI DAGBARA), on dénombre également une multitude de chefs traditionnels, chacun avec sa parcelle de pouvoir. Partie intégrante de la vie quotidienne des populations, ces chefs antérieurement bannis par le gouvernement révolutionnaire ont été revalorisés avec l'avènement de la démocratie.

En vertu du respect dont les populations les entourent, les partis politiques ont su s'attacher leurs faveurs pour donner un caractère solennel et spirituel à leur cause. De leur côté ces chefs pour se rendre utile aux yeux des masses, s'érigent en moralisateurs de la vie politique et parfois en sapeurs-pompiers pour éteindre les feux de la division au sein des partis locaux. Organisés en association sous l'initiative de quelques leaders d'opinion et cadres de la ville, les chefs traditionnels sous la direction du roi de Parakou et de l'honorable député Gado GUIRIGUISSOU de l'alliance SURU, ont créé l'UTS (Union des Chefs Traditionnels du Septentrion). Regroupant également certains notables, cette association est selon M. Alassane MOUSSE "le creuset de concertation et d'analyse de la situation politique du septentrion en général et de la ville de Parakou en particulier" C'est également un cadre de plaidoyer pour l'unité des partis politiques du Nord afin de rassembler en un tout utile l'électorat de la région en vue des municipales prochaines. A cet effet, le 21 juillet 1999, Parakou a abrité une concertation entre partis politiques du Borgou et chefs traditionnels.

Cependant comme nous l'avons annoncé dans le chapitre des stratégies, les politiciens font la cour aux chefs traditionnels à l'approche des élections pour se conformer aux usages et par respect de l'autorité traditionnelle.

Les sollicitations se font également dans l'espoir que le chef pourra amener sa cour à voter pour le candidat ou le parti. Pour lever toute équivoque, ces chefs traditionnels participent à tous les meetings auxquels ils sont conviés. Mais il y a quand même certains qui trop manipulés par les forces politiques trahissent leur position à travers certains propos qui discriminent des partis en faveur d'autres. A cet effet, plusieurs polémiques sont nées quant aux propos du Roi AKPAKI DAGBARA II de Parakou lors du meeting du FARD- Alafia le 13 novembre 1999 suite à celui organisé par le RUND le 30 octobre et qui a engendré la conférence de presse du RUND du samedi 20 novembre. En effet, au cours de ce meeting organisé par le FARD-Alafia, le roi de Parakou prit la parole au nom de sa majesté SERO KPERA roi de Nikki pour souhaiter la bénédiction de Dieu sur l'assemblée. Il continua en s'insurgeant contre l'honorable Idrissou IBRAHIM qui lors de son meeting du 30 octobre 99 avait fustigé le gouvernement de Kérékou et certains partis du nord comme le Fard. Pour le roi, la terre de Parakou n'est pas un lieu où il faut venir critiquer le gouvernement Kérékou.

Dans son droit de réponse, le député du RUND qualifie Akpaki DAGBARA de roi le plus politisé du pays, un roi qui prend parti quand ses fils ne s'entendent pas.

¹Pour plus de détails sur le pouvoir traditionnel, voir le mémoire de maîtrise en sociologie- anthropologie de TAMA Clarisse sur Sens et Pertinence des Pouvoirs Traditionnels dans le contexte socio-politique actuel de Parakou;2000.

Anticipant sur les prochaines consultations municipales, les chefs traditionnels œuvrent auprès des futurs candidats pour qu'ils délaissent leurs partis et se présentent sur une liste unique indépendante. Ceci permettra selon eux de maximiser les chances afin d'empêcher les "étrangers" de prendre les rênes de la cité.

En résumé, le pouvoir traditionnel fait partie intégrante de l'arène politique locale et cela de façon implicite. Manipulé par les cadres politiques à des fins électoralistes le pouvoir traditionnel se laisse entretenir par ces derniers pour le soi-disant rôle de garant de la paix qu'ils jouent au sein de la ville. Notons qu'autour de ces chefs traditionnels se trouvent également les chefs religieux, les vieux et les notables qui forment ce que l'on pourra appeler "la force tranquille de la politique locale".

4-2 LES PARTIS POLITIQUES ET LA PERSPECTIVE DE LA DECENTRALISATION

Bien que tout l'arsenal juridique qui régira les élections municipales au Bénin ne soit pas au point et que ni le mois ni l'année de déroulement ne soient connus, les partis politiques et les populations s'activent déjà. Ce n'est sûrement pas une agitation vaine car l'enjeu des consultations électorales pour la municipalité dans une ville à statut particulier comme Parakou est de taille. Statut particulier parce que faisant parties des trois (3) villes qui seront érigées en communes à statut particulier mais aussi parce que ville carrefour des quatre départements du septentrion, (Borgou, Alibori, Atacora, Donga) elle est d'une composante hybride regroupant les ressortissants de tous les départements du pays. Pour ce faire, la bataille s'annonce serrée et de longue haleine.

Etant donné qu'il s'agit du transfert de pouvoir aux collectivités locales, certains partis politiques se réclamant autochtones de la ville, se substituent déjà aux populations croyant tout naturel que le poste de maire revient automatiquement à un natif de la ville. Cependant, des alliances clandestines se forment et certains candidats s'affichent même et s'adonnent à des actions propagandistes. Certains sans un accord officiel de leurs partis s'autoproclament candidats.

Par contre, il y a des candidats potentiels qui préfèrent s'aligner sur une liste indépendante comptant sur leur propre aura pour arracher la victoire du moins le poste de conseiller, car ce n'est pas les populations qui élisent le maire. Bien qu'aucune déclaration officielle ne soit encore faite par des cadres politiques concernant ces élections, les noms suivants, ne sont pas inconnus des populations tant les rumeurs vont bon train : il s'agit de Ousmane BATOKO, Saïdi ABDOULAYE , Chabi SANRIGUI, Yacoubou ASSOUMA, Abdoulaye MOHAMED. Eu égard aux scores réalisés par certains partis tels la RB, le FARD Alafia, L'UDS, le CAR Dunya, le PSD, le MERCI, lors des dernières législatives dans la ville, ils pèseront de tout leur poids dans le jeu des tractations et alliances. N'oublions pas que la RB a été le premier parti dans la ville lors des législatives 1999 bien qu'étant un parti "étranger". Seulement, les municipales ne sont pas les législatives surtout que les enjeux ne sont pas les mêmes. Pour ces municipales, il faudra élire 25 conseillers dans les cinq communes qui seront transformées en trois arrondissements.

Pour ce qui est des alliances, des négociations souterraines se font entre partis et entre partis et candidats indépendants. Notons que le jeu des alliances se fera à deux niveaux d'abord pour l'élection des conseillers ensuite pour celle du maire.

De tous les candidats, c'est celui du FARD Alafia, Ousmane BATOKO qui s'affiche le plus. Déjà pour le simple fait selon lui d'informer les populations, il a organisé en collaboration avec l'ACCT à Parakou, un séminaire national sur le thème : "vivre hors des capitales en Afrique : au Bénin vivre à Parakou" du 16 au 20 août 1997. Il organise également des réunions d'informations sur la décentralisation dans les quartiers à Parakou sur les sujets tels que: "comment faire des élections

locales ? Quel doit être le profil du maire de Parakou ? Il se rapproche surtout des quartiers où sont sensés se trouver l'électorat de la RB. Dans le quartier Alaga par exemple il a formé un bureau de jeunes soutenant sa candidature.

Le candidat Saïdi ABDOULAYE quant à lui, hésite entre se positionner par rapport au RUND son parti ou se présenter sur une liste indépendante. Cependant comptant sur ses expériences à la tête de la circonscription et de l'Association de Développement de la ville, Tembi, l'homme pense pouvoir convaincre les populations sur ce qu'il appelle ses réalisations entre autres la construction des bâtiments de la circonscription et la négociation du partenariat Parakou/Orléans.

Pour ce qui est de M. Abdou Mohamed, il affirme que n'ayant pas les moyens pour s'acheter les leaders d'opinion, il s'inscrit dans la stratégie des chefs traditionnels en s'inscrivant sur une liste indépendante. Sur l'initiative de certains jeunes de Parakou, il organisa en février 1999, une conférence dans la ville sur le thème : " Parakou face à la décentralisation ". A cette rencontre, il expliqua que la décentralisation n'est pas une affaire des politiques et qu'il serait souhaitable d'élire pour le développement de la ville, un apolitique.

C'est pour dire que chaque candidat comme tout concurrent avant une compétition a ses performances qu'il va chercher à valoriser.

Ce sera surtout le moment de faire ressortir le fameux critère d'autochtonie pour pouvoir éloigner de la course, ceux qui sont qualifiés d'étrangers. En fait les différents groupes en place s'excluent mutuellement suivant les intérêts de l'heure. Devant un enjeu d'envergure nationale comme les présidentielles, on distinguera un bloc uni du nord par opposition au sud. Lorsqu'il s'agit d'enjeux locaux comme les législatives et surtout les futures municipales, les frères d'hier n'ont plus les mêmes origines natales et on assiste à une distinction entre ceux dont les ascendants "ont été enterrés dans la ville " et ceux qui y ont émigré ; le fait d'avoir le tombeau de ses parents là étant considéré comme preuve tangible de digne fils de la ville. En d'autres termes, les limites de l'autochtonie sont fluctuantes dans le jeu politique local. (IMOROU2000).

Ainsi se présente l'arène politique locale faisant montre que tout est question d'enjeux, de logiques d'acteurs ou de groupes stratégiques en place.

Conclusion

Tout au début de ce travail, nous avons voulu étudier en général les partis politiques à Parakou puis dans un second temps les partis politiques et les élections législatives. Nous avons voulu limiter nos analyses aux tractations qui ont cours dans l'arène politique par rapport aux élections législatives et surtout celles de 1999 mais c'était sans compter avec la complexité et la totalité que forme le fait politique. En effet, bien que nous ayons mis l'accent sur les législatives de 1999, nos analyses pour être plus exhaustives ont pris en compte les présidentielles et dans une vision perspective les municipales. Ceci pour mieux cerner dans leur ensemble les stratégies partisans à la conquête du pouvoir. En fait de stratégies partisans, nous avons parlé plutôt de stratégie individuelle c'est-à-dire au niveau de chaque acteur ou groupe d'acteurs au sein d'un parti ou parfois dans l'arène politique local tout simplement.

Sans contester le fait que l'environnement politique national déteint sur le local et en détermine à certains niveaux non négligeables le fonctionnement, nous ne pouvons ignorer les particularités propres à chaque milieu. Ainsi nous avons cru nécessaire de faire un point sur l'évolution, l'organisation et le fonctionnement des partis dans notre cadre d'étude qu'est Parakou.

Au-delà des normes standards observées sur l'échiquier politique national, Parakou révèle les caractéristiques suivantes :

* Les partis politiques qui s'implantent et évoluent dans la ville, sont reconnus suivants deux principaux critères : celui d'autochtone et celui d'étranger. Leur fonctionnement et leur vie reposent sur la constitution des bureaux avec leurs cortèges d'enjeux et de conflits, la recherche de faveurs auprès du "sommet", la course aux banquiers politiques pour le financement du parti, la quête d'une renommée à des fins électoralistes.

* Les périodes électorales sont des moments d'effervescence au cours desquels les différents protagonistes pour convaincre l'électorat, jettent le discrédit sur l'adversaire politique en s'inspirant sur le plan économique, de l'enjeu que représente le coton. Le discours ethnique n'est pas pour autant négligé faisant croire que seul a droit de cité, le fils du terroir.

* Les acteurs subsidiaires parmi lesquels nous avons classé les chefs traditionnels ne sont pas du reste dans les rouages politiques. Ces derniers notamment avec tout le respect qui leur est dû, profitent de ce statut pour influencer le jeu politique. C'est l'un des rares rôles qui leur confère encore une légitimité en cours de disparition.

Références bibliographiques

Ouvrages, revues et documents politiques

- 1- BAKO-ARIFARI, N, 1995 " Démocratie et Logique du Terroir au Bénin" in Revue politique Africaine : LE BENIN N° 59
- 2- IMOROU, A-B, 2000 " Dynamique des Pouvoirs Locaux liés à la gestion du Marché Central de Parakou in Bulletin de l'APAD : les Interactions Rural-Urbain : Circulation et Mobilisation des Ressources N° 19
- 3- N° MOROU, O , juin 2000 " Partis Politiques : Création, Mission, Fonctionnement et Consolidation "in Partis Politiques et gouvernance au Bénin Fondation Friedrich Ebert.
- 4-SCHWARTZENBERG, R. G, 1977 Sociologie Politique Paris MONTCHRESTIEN.
- 5- Chartes des partis politiques.

Documents statistiques

- 1-CUP, 1999 Documents statistiques électorales
- 2-INSAE, 1991,1995,1996 documents statistiques électorales.
- 3-SAP/CENA, 1999 Documents statistiques électorale

Journaux

- 1-L'Aurore (quotidien Cotonou), 1999
- 2-Le Citoyen (quotidien Cotonou), 1999
- 3-La Dépêche (quotidien Cotonou) 1999
- 4-LABARI (hebdomadaire Parakou) 1998,1999
- 5-Le Matin (quotidien Cotonou) 1996,1999
- 6-Le Matinal (quotidien, Cotonou),1999
- 7-Le Provençal (quotidien Cotonou) 1993
- 8-La Pyramide (hebdomadaire Cotonou), 1999

ANNEXES

Annexe 1 Biographie de EL-HADJ ZAKARI SEIDOU (dit VITA)

Né en 1947 à Parakou au quartier Yéboubéri, El-Hadj Zachari SEIDOU est un Haoussa polygame avec 3 femmes et 9 enfants. Autodidacte, il n'a fait que deux ans à l'école d'où ses parents l'ont enlevé pour le placer chez un maître marabout où il fréquente l'école coranique pendant neuf ans. Peu après, il fut envoyé à Kandi chez un transporteur, El-Hadj Moussa pour apprendre la conduite de gros camions. A la fin de son apprentissage, il obtient son permis de conduire et exerça durant deux ans à Parakou, la fonction de chauffeur de gros véhicules.

En 1967, il partit en aventure au Niger où il fut engagé comme chauffeur pendant 3 ans. En 1970, il acheta un véhicule 9 places qui servit au transport inter-urbain au Niger et auquel se sont ajoutés plus tard deux mini-bus. De retour à Parakou en 1976, il acheta un camion et devient transporteur. Pour diversifier ses activités et augmenter son chiffre d'affaires, il créa la société VITA « spécialisée dans la production en quantité industrielle de produits laitiers et notamment le yaourt VITA ». La vente de ce yaourt prospéra et lui valu le nom de El.Hadj VITA. Suite à la mévente observée au cours des années 80, la société fut convertie en bar-restaurant. Actuellement El-Hadj VITA fait le commerce de pneus d'engins à quatre roues et possède 14 camions qui font le transport du ciment, des marchandises de l'OCBN vers le Niger et du coton à la SONAPRA.

Membre d'un syndicat de transporteurs, l'UNATRAB, il en est le trésorier et également trésorier du bureau fédéral des syndicats.

Considéré comme l'un des big man de la ville de Parakou, il affirme être l'objet d'une cour assidue de la part des formations politiques. Il a été 1^{er} responsable départemental du parti RDL de M. Sévérin ADJOVI et sympathisant du PNDD du président Hubert MAGA. Actuellement il est depuis 1997, le président de la section départementale du Borgou du parti de PSD de Bruno AMOUSSOU dont il est, selon lui, le principal bailleur à Parakou, et c'est d'ailleurs à cause de lui compte tenu de sa grande notoriété et de ses nombreuses connaissances un peu partout que le PSD a eu près de 3112 voix à Parakou et dans le Borgou lors des dernières élections législatives.

Il s'est fait distinguer également par les courses de chevaux auxquelles il participe et qui lui ont valu un trophée. En 1995, il fut sacré chef supérieur des Haoussa du Bénin par les rois de Nikki, de Kika et de Parakou. Ses ascendants sur 3 générations dit-il, sont nés à Parakou. Il a à sa charge plus de 30 personnes.

Annexe 2 Biographie de M. LOLO CHIDIAC Michel

De père libanais commerçant installé à Parakou en 1930, Monsieur Lolo CHIDIAC est d'une mère Bariba originaire de la ville de Parakou du nom de Bignon Madame appellation due à son teint bronzé.

Son grand père paternel, l'un des premiers libanais à Porto-Novo, s'adonna à l'achat et à la commercialisation des produits de rente. Décédé en 1923 il fut enterré dans la même ville où son fils CHIDIAC Michel, père de Lolo CHIDIAC devenu gérant de leurs biens familiaux est resté encore pendant quatre ans avant d'émigrer vers le Nord du pays suivant l'évolution des chemins de fer. Lolo fait ses études primaires à Parakou et à Abomey où il obtient le certificat d'étude élémentaire en 1950. Bien qu'admis pour continuer ses études à l'actuel Lycée Coulibaly de Cotonou, il n'y alla pas affirmant n'ayant pas du plaisir pour les études.

A l'âge de 10 ans, son père rentra au Liban et sa mère s'est remarié au Niger où il resta avec elle jusqu'en 1960. Très tôt il affirme être resté au contact des politiciens tel, MAGA, MAMA, AROUNA, que ses parents libanais commerçants et premiers transporteurs de la ville aidaient financièrement pour avoir leur protection dans la ville. Aussi dans les années 50 à 60 au Niger, il milita dans le SAWABA parti de DJIBO Bakari qui lui permis de se former pour les guérillas et à l'utilisation des armes à feu russes. En 1958 au Niger, il battit campagne pour le non au référendum. En 1960, avec la destruction du SAWABA, il devait partir pour le Cuba avec ses amis ; mais ses parents s'y opposent. Arrivé donc au Bénin plus précisément à Parakou où s'était installé entre-temps sa mère, il continua avec le transport des marchandises ; ancienne activité de son père. Adhéré au parti RDD de MAGA il était le militant très actif voire violent du quartier Yarakinin où il a sa résidence. Très craint de la diaspora Fon à qui il menait une guerre sans merci lors des élections, il était alors le chef des jeunes RDD. Selon les témoignages, il distribuait des fouets aux jeunes pour empêcher les Fon de voter. En 1963 à la chute du gouvernement MAGA, il fut emprisonné par le Président AHOMADEGBE. En juin 1969 avec le colonel ALEY il tenta un coup d'état contre le président ZINSOU, coup d'état qui échoua avec le colonel KOUANDETE l'homme qui a porté le président ZINSOU au pouvoir. Il orchestra un autre coup contre le pouvoir ZINOSU qui cette fois fut un succès.

En 1970, suite à l'indifférence dont a fait preuve le président MAGA envers lui, après son échec, il a déserté son parti et s'est aligné derrière le PRD du président Sourou MIGAN APITHY. Pour ce faire, il mena lors des élections présidentielles de cette année une campagne contre MAGA à Parakou.

En 1972 après les deux ans du président MAGA à la présidence de la république et l'avènement de AHOMADEGBE au pouvoir, Lolo CHIDIAC participa au coup d'état des militaires contre ce dernier. Il affirme être au courant de tous les coups d'Etat organisés au Bénin.

N'ayant pas participé aux affaires politiques durant le règne PRPB, il prit quand même part à la conférence nationale en 1990 où il fut même candidat au poste de 1^{er} ministre sans succès.

Membre fondateur du PNDD en 1990 suite à une réunion de réconciliation entre MAGA et lui, convoquée par les chefs traditionnels de Parakou, il occupa dans le parti le poste de trésorier général. Lors des présidentielles de 1991 où son parti soutint la candidature du président KEREKOU, il fut arrêté ainsi que d'autres, suites aux violents troubles survenus dans la ville. Emprisonné il fut gracié deux ans après par le Président SOGLO. De nouveau en 1996, il fut accusé par le président SOGLO d'être mêlé à une affaire de roquettes destinées à des fins putschistes. Il fut jugé et condamné à deux ans de prison ferme. Toujours en 1996, durant son séjour à la prison civile de Cotonou, il déclara avoir aidé KEREKOU à gagner les élections. Pour ce fait, il a transformé toujours selon lui, sa cellule en bureau de campagne électorale avec l'aide des gendarmes et des geôliers qu'il a pu corrompre. Il a donc entre autres financé la campagne et aménagé la maison du président KEREKOU à Natitingou. Croyant pouvoir bénéficier de ses grâces dès qu'il sera élu, Monsieur Lolo CHIDIAC désenchantait vite, car après sa victoire, le président KEREKOU l'oublia très vite et il dut purger toute sa peine en prison.

Sous son parrainage, fut créé le RUND de Ibrahim Idrissou son fils adoptif et son protégé. Pour faire la promotion de ce dernier et lui battre la campagne il se fit son suppléant lors des dernières législatives.

A la fois transporteur, commerçant et chef d'entreprise, il créa en 1970 avec son tuteur libanais Edouard KARAM le GMB (Grand Moulin du Bénin) une des premières usines privées dont le monopole est la farine du blé. Lors de son séjour en prison en 1991, cet homme membre des sectes comme la Franc-maçonnerie, la Rose Croix AMORC, affirme avoir rencontré Dieu avec les évangélistes de l'Assemblée de Dieu. Pour ce fait, il pense ouvrir une chapelle dans sa résidence à Parakou dans laquelle il engagera un pasteur. Ainsi grâce à cette conversion il mènera au cours de ses derniers jours, une lutte pour DIEU et non plus pour les hommes qui à son avis l'ont toujours trahi.

M. Lolo CHIDIAC qui s'est marié plusieurs fois dans sa vie, est père de 22 enfants. La biographie de ce grand nom de l'histoire politique béninoise bien que d'origine libanaise est assez tumultueuse. Sans cumul de poste politique, (il affirme n'avoir jamais voulu occuper un poste politique) ce militant de première heure a soutenu une fois dans son cursus politique, tous les grands partis politiques du pays. Trois fois en prison pour des raisons politiques, cet homme qui a toujours nié sa nationalité libanaise au profit de celle béninoise (sur aucune de ses pièces, ne figure la nationalité libanaise) se plaint des hommes politiques qui depuis toujours ont cultivé et utilisé le régionalisme en se servant de lui pour exécuter leur cause. L'opinion à Parakou le qualifie d'homme violent, riche et rusé aimant les coups bas. Cependant on lui reconnait son côté meneur des jeunes et sa générosité. Promoteur des buffles, l'équipe de football du Borgou, il est membre de l'Association de Tembi et membre du bureau de l'Association des Sages e Parakou.

Annexe 3 : Biographie de Monsieur KAKPO MOUSSA

Né vers 1953, Mr KAKPO Moussa n'a pas fait de longues études. Il fit ses études primaires à Parakou où il est né et ses études secondaires dans l'Atacora. Cependant selon les rumeurs il n'aurait pas fait des études secondaires. Originaire de Manigri dans l'Atacora, il est de l'ethnie Ani qui se rapproche du Yoruba.

Très tôt il fut un militant actif du PRPB. En 1976 il était le plus jeune des conseillers locaux de son parti à Banikani.

En mars 1977 naissait le comité d'organisation de la jeunesse (CORJ). Il fut nommé président du CORJ de Banikani. Il fut reconduit en août 1978 où il devint par la suite le premier responsable CORJ de toute la quatrième commune et le deuxième responsable du CORJ dans le Borgou.

En 1984, en accumulation avec ces responsabilités il devint le responsable à la sécurité de la quatrième commune.

Après la dissolution du PRPB et ses organes locaux il resta inactif sur le plan politique jusqu'en 1991 où il fut membre fondateur du PRD d'Adrien HOUNGBEDJI à Parakou. Toujours dans la même année, il démissionna du parti pour des questions de leadership. En 1992, il intégra le PSD de Bruno AMOUSSOU où il occupa le poste de secrétaire à l'organisation.

En 1995 il quitta encore ce parti pour des questions dit-il personnelles.

Ce n'est que le 20 Novembre 1994 qu'il adhéra à la RB. Dans le bureau du parti installé en 1994 il occupa encore le poste de secrétaire à l'organisation. Aux législatives de 1995, il fut directeur de campagne de M. DEHOU René candidat de la RB. Il dirigea en 1996, le comité de campagne de la jeunesse pour l'élection du président SOGLO.

Le 26 novembre 1996 à Parakou avec Mr SANNI Seko ex-directeur général de la SOBEMAP, il a créé le CAAS : carrefour des Amis, Alliés et sympathisants du président SOGLO. En octobre et novembre 1998, il perdit successivement son père et sa femme.

Le parti ne lui ayant apporté aucun soutien moral et financier, il envoya au bureau national à Cotonou une lettre de sa démission du parti. C'est alors qu'un mois après, le parti organisa une grande cérémonie en l'honneur des deux défunts.

Mais il en voulait à SANNI Séko qui n'a pu le soutenir durant les moments difficiles. Il rallia donc le camp de M. DEHOU avec qui il resta jusqu'aux législatives de 99.

Positionné, il fut élu député dans la ville de Parakou avec le meilleur score. Après sa victoire il eut des différends avec M. DEHOU. C'est la naissance de l'aile KAKPO au sein de la RB à Parakou. Ayant mis sur pieds son propre bureau officiel, il compte mener sa lutte politique hors de la RB tout en soutenant le président SOGLO, si rien n'est fait par le parti pour reconnaître son bureau.

Pour les municipales, M. KAKPO affirme qu'il fait l'objet de sollicitations de la part des partis politiques à Parakou. Cependant il n'a aucune envie de postuler à la mairie.

Sur le plan professionnel, M. KAKPO a longtemps survécu grâce à des petits jobs. Il servit entre autre au programme de lutte contre l'onchocercose dans le Borgou en 1978 ; en 83, il travailla à la NIDEP comme commis au service de comptabilité.

Avec son permis de conduire, il devient par la suite moniteur d'une auto école dont il assura après la direction.

Monsieur KAKPO est père de 6 enfants et vient de se remarier.

La biographie de cet homme est intéressante surtout par rapport à son cursus politique.

Assez populaire par son militarisme (selon certaines sources, il aurait fait partie de ceux qui ont dirigé les émeutes lors des élections présidentielles de 1991 à Parakou). C'est ce zèle qui l'aurait aidé à gravir les échelons de la vie politique.

Annexe 4 : Liste des interlocuteurs clés

M. René DEHOU

Secrétaire exécutif adjoint de la RB à Parakou, candidat malheureux des élections législatives de 1995 à Parakou. Grand meneur du parti à Parakou, un différend l'oppose au député du parti à Parakou.

M. Nazaire DOSSA

Grand orateur, c'est un homme de terrain qui maîtrise les grands contours de la politique à Parakou et au niveau national. Candidat malheureux à la députation, il aspire pour les élections municipales, au poste de conseiller au maire de la ville, il fut dans le PSB. Actuellement il est dans le RPR et envisage de créer son propre parti : l'UCP-Faaba.

M. Alassane MOUSSE

Membre fondateur du PNDD actuellement sans parti. Il est l'une des figures de proue de la politique locale, fait partie des anciens et notables de la ville.

M. Désiré SACCA

Chef/CUP, un des leaders du FARD ALAFIA administrateur du trésor.

El Hadj VITA

Transporteur commerçant, parrain du parti social démocrate de Bruno AMOUSSOU à Parakou. Principal bailleur de fonds du parti dans la ville.

El Hadj Ali BAKOU CHABI

Ancien transporteur, inconditionnel de MAGA dont il finançait le parti à l'époque. Ayant fait faillite, il s'insurge contre les politiciens.

M. Lolo CHIDIAC

Homme de tous les régimes politiques, il est une grande figure politique à Parakou ; plusieurs fois en prison, il est caractérisé aussi par ses rebellions.

M. SAIDI ABOUBOU BONI

Ancien chef du district de Parakou, il sera candidat aux élections municipales. Il est du RUND.

M. YACOUBOU ASSOUMA

Ancien député du FARD en 1995 à Parakou, il fut ministre de la fonction publique de 1996-1998. Il fait actuellement partie du CAR et fut candidat malheureux aux dernières législatives.

M. ABDOU Mohamed

Professeur d'université intervenant à l'ENA, il enseigne les relations internationales et la sociologie des organisations. Candidat malheureux du MADEP à Parakou lors des législatives de 1999. Aspire au poste de maire pour les prochaines élections municipales.

Mme ADAM Fati

Militante de la RB, elle est présidente de l'Association des femmes de ce parti.

M. KAKPO MOUSSA

Député de la RB en 1999 dans la ville de Parakou. Un bras de fer l'oppose à DEHOU René, chef de file de la RB.

M. Ramane ABDOULAYE

Militant du FARD, agent de la CUP.

M. BOUROU Barthélemy

Ancien député PNDD, candidat de MERCI aux élections législatives de 1999.

M. CHABI Boubacar Adam

Directeur technique du marché Arzéké, chef quartier GAH, frère consanguin de M. Chabi Mama Fourdouna.

M. Philippe ADENIYI

Chef d'antenne régionale du journal le Matinal à Parakou.

Annexe 5 :Quelques tableaux statistiques.

Annexe 5a : Législatives 1991, département du Borgou, résultats des scrutins

TITRE	NOMBRE DE VOIX	NOMBRE DE SIEGE
UDFP-MDPS-ULD	6 409	1
UNDP	1 637	0
UDES	2 996	0
RDL-VIVOTEN	3 456	0
PSD-UNSP	1 054	0
UDS	35 415	3
RND	2 671	0
ALLIANCE ASD-BSD	1 921	0
ALLIANCE URP-PNT	4 720	1
PNDD PRD	31 471	3
ADP-UDRS	5 954	1
MNDD-MSUP-UDRN	7 790	1
BGLD	875	0
NCC	4 661	0

Sources: INSAE législatives 1991

Annexe 5b : Elections législatives du 28 mars & du 28 mai 1995 ** République du Bénin, Part du suffrage du département dans les voix totales du parti ou alliance

N°	PARTIS OU ALLIANCE DE PARTIS	111 VOIX DEPAR T. ATACO RA	121 VOIX DEPAR T.AT	131 VOIX DEPAR T BORGO U	141 VOIX DEPAR T MONO	151 VOIX DEPAR T OUEM E	161 VOIX DEPAR T ZOU	
1.	RAP	5.23	18.07	1.89	12.73	10.59	51.49	100.00
2.	RDL VIVOTEN	7.37	46.70	2.81	10.12	8.52	24.49	100.00
3.	RDT-PNSP	30.34	21.79	3.12	14.44	6.52	23.79	100.00
4.	ADD	6.03	11.58	30.32	18.06	6.31	27.70	100.00
5.	FURD-LDD	8.72	32.82	14.31	5.73	18.30	20.12	100.00
6.	FDDM-UNSP N. Génè	56.50	4.67	1.20	11.16	7.39	19.08	100.00
7.	PSD PARTI SOCIAL	5.65	13.51	3.17	64.43	4.86	8.38	100.00
8.	UDFP	6.28	18.58	8.89	8.51	11.17	46.57	100.00
9.	CDU-PBR-PCD-RUND	10.96	8.92	11.83	18.15	32.45	17.69	100.00
10.	UDS	19.54	4.73	37.81	13.16	9.96	14.89	100.00
11.	RB RENAISSANCE	3.34	39.38	3.21	9.64	7.26	37.18	100.00
12.	ASD	5.03	11.52	2.83	14.21	19.07	47.35	100.00
13.	FARD-ALAFIA	18.71	3.49	70.67	1.04	2.50	3.58	100.00
14.	RND	2.77	15.71	2.15	12.86	43.12	23.39	100.00
15.	PCB COMMUNISTE	25.00	13.48	4.85	31.72	11.70	13.25	100.00
16.	UDES-RDD NASSARA	10.21	25.75	11.10	12.29	29.77	10.88	100.00
17.	MSUP-UDRM	4.94	19.15	3.53	5.91	24.98	41.48	100.00
18.	ULD	16.64	18.80	2.68	11.55	31.14	19.19	100.00
19.	PESJ-PR-RASH	10.90	19.40	3.56	8.88	39.84	17.41	100.00
20.	ADP	12.50	21.19	4.30	11.52	35.37	15.11	100.00
21.	MNDD	52.43	6.84	10.59	9.89	10.16	10.08	100.00
22.	ARC-PPD-PNDD-IPD	39.14	21.68	4.10	15.78	9.80	9.49	100.00
23.	FNS-UNSD-PDUN-UF	48.40	8.46	11.09	7.94	10.04	14.07	100.00
24.	RNJP-PS	8.82	20.36	4.92	10.10	18.49	37.31	100.00
25.	UNDP	4.87	7.20	2.33	6.90	48.88	29.82	100.00
26.	NCC CAUSE COMMUNE	6.21	13.16	12.74	7.35	56.54	3.99	100.00
27.	RDP	8.77	12.21	3.63	12.89	12.51	49.98	100.00
28.	UTD-PNT Génè. Camé	32.47	11.54	11.87	10.30	23.01	10.83	100.00
29.	UDD	5.90	23.59	3.27	25.61	12.78	28.86	100.00
30.	PRD	8.50	19.19	3.71	6.19	57.37	5.03	100.00
31.	API- " INDEPENDANT "	13.38	10.10	5.92	24.25	37.68	8.66	100.00
32.	Bulletins nuls	14.22	20.63	10.73	19.07	18.57	16.77	100.00
33.	TOTAL	13.41	19.08	11.08	14.83	22.65	18.95	100.00

Sources : INSAE législatives 1995

Annexe 5c :

Liste des partis ou formations politiques en liste pour les législatives 1999

N° D'ORDRE	PARTIS OU ALLIANCES DE PARTIS POLITIQUES
1	PARTI SOCIAL DEMOCRATE LE BELIER (PSD-BELIER)
2	MOUVEMENT POUR L'ENGAGEMENT ET LE REVEIL DES CITOYENS (MERC I)
3	PARTI COMMUNISTE DU BENIN (PCB)
4	UNION POUR LA PATRIE ET LE TRAVAIL (UPT)
5	CONGRES AFRICA IN POUR LE RENOUVELLEMENT-DUNYA (CAR-DUNYA)
6	PARTI DU RENOUVEAU DEMOCRATIQUE (PRD)
7	ALLIANCE RPR-UNSD
8	ALLIANCE " IMPULSION POUR LE CONGRES ET LA DEMOCRATIE " (IPD)
9	ALLIANCE-UEDES (MCP-BSD-CND-FNS)
10	PARTI DEMOCRATE DU BENIN (PDB)
11	RASSEMBLEMENT POUR LA DEMOCRATIE ET LE PANAFRICANISME (RDP)
12	RASSEMBLEMENT POUR L'UNITE NATIONALE ET LE DEMOCRATIE (RUND)
13	CONGRES DU PEUPLE POUR LE PROGRES (CPP)
14	RASSEMBLEMENT NATIONAL POUR LA DEMOCRATIE (R N D)
15	ALLIANCE-ETOILE (UDS-UNSP-RNPJ-PNDD-LES VERTS-ASD)
16	ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (ADP)
17	PARTI NATIONAL " ENSEMBLE "
18	ALLIANCE POUR LE PROGRES (APP)
19	UNION POUR LE TRIOMPHE DE LA REPUBLIQUE (UTR)
20	ALLIANCE FRATERNITE (UTD-MJD-PNAPAB)
21	MOUVEMENT AFRICA IN POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (MADEP)
22	PARTI SOCIAL DEMOCRATE (PSD)
23	PARTI DU SALUT (PS)
24	PARTI AFRICA IN POUR LA REDEMPTION ET L'INDEPENDANCE (PARI)
25	FARD-ALAFIA
26	ALLIANCE SURU (UDRN-FDDM-UPP-FONEC)
27	NOTRE CAUSE COMMUNE (NCC)
28	ALLIANCE REPUBLICAINE (ADD-NGR-NEP)
29	PARTI SOCIALISTE DU BENIN (PSB)
30	PARTI NATIONAL CAMPAGNE POUR LA MORALITE ET LE DEMOCRATIE (CMD)
31	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DU PEUPLE (MAP)
32	UNION REPUBLICAINE DU PEUPLE (URP)
33	RENAISSANCE DU BENIN (RB)
34	FRONT POUR LA REPUBLIQUE (FPR)
35	ALLIANCE DES PATRIOTES (CAS-RDL HEBIOSO-PNT-USD-RCV-PNPD)

Sources : INSAE, 1999

Annexe 5d :

Tableau de synthèse des résultats provisoires des élections législatives du 30 mars 1999

	Commune1	Commune2	Commune3	Commune4	Commune5	TOTAL
Nbre d'inscrits	12730	16511	4080	20943	12549	66813
Nbre de votants	10203	12058	2674	14812	9167	48914
Nbre de suffrages Exp.	9684	11364	2429	14052	8623	46152
Nbre de bulletins nuls	519	694	345	760	544	2862
Taux de participation	80,15	73,03	65,54	70,73	73,05	73,21

N°	Nom du Parti ou Alliance de Partis	Nombre de Voix					
		Commune1	Commune2	Commune3	Commune4	Commune5	TOTAL
1	BELIER (PSD-BELIER)	4	7	-	15	11	37
2	MERCI	186	172	16	442	153	969
3	PCB	38	51	14	52	50	205
4	UPT	56	30	11	65	28	190
5	CAR-DUNYA	564	1094	131	1172	500	3 461
6	PRD	342	330	33	414	373	1 492
7	ALLIANCE RPR-UNSD	172	187	15	396	109	879
8	IPD	53	61	14	226	25	379
9	ALLIANCE UDES	8	26	7	8	7	56
10	PDB	181	596	28	265	127	1 197
11	RDP	19	40	11	32	21	123
12	RUND	938	670	638	1438	1189	4 873
13	CPP	9	15	4	6	11	45
14	R N D	15	51	7	90	43	206
15	ALLIANCE-ETOILE	152	449	14	248	113	976
16	ADP	174	444	65	154	213	1 050
17	PARTI NATIONAL ENSEMBLE	97	143	45	142	177	604
18	APP	82	321	23	294	134	854
19	UTR	20	23	14	15	23	95
20	ALLIANCE FRATERNITE	133	155	238	75	46	647
21	MADEP	342	558	95	880	358	2 233
22	PSD	299	610	188	1286	729	3 112
23	PS	130	293	51	265	128	867
24	PARI	78	10	2	12	41	143
25	FARD-ALAFIA	1002	2609	446	2678	1981	8 716
26	ALLIANCE SURU	214	237	21	621	723	1 816
27	NCC	39	55	12	19	14	139
28	ALLIANCE REPUBLICAINE	60	104	8	261	150	583
29	PSB	7	22	23	162	28	242
30	CMD	50	25	12	27	11	125
31	MAP	97	76	29	247	112	561
32	URP	48	14	10	12	15	99
33	RB	4030	1847	90	1999	821	8 787
34	FPR	33	20	9	29	143	234
35	AP	6	19	2	9	16	82

Sources : CUP, statistiques électorales, 1999

Annexe 5e :
 Suffrage de quelques partis dans la 8^{ème} Circonscription électorale (législatives
 1999)

Nombre d'inscrits	145603							
Suffrages total exprimés	94754							
Bulletins nuls	9009							
Partis	Car dunya	RUND	FARD Alafia	RB	Allianc e Etoile	MERCI	PRD	PSD
Suffrages	7.003	8.477	14.368	9.360	9.642	1.447	4.486	4.929

Sources : enquêtes de terrain.

Annexe 6 : Listes des membres de l'équipe de recherches ECRIS-Parakou 1999

BAKO-ARIFARI Nassirou : Docteur Socio-anthropologie.

BIERSCHENK Thomas : Professeur Sociologie Anthropologie (Université de Mainz Allemagne)

TINGBE-AZALOU Albert: Docteur Socio-anthropologie (UNB).

ABDOULAYE Galilou : DEA Sociologie.

ADJAHOUHOUE Laurent : étudiant en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB

BADOU Agnès Oladoun : : étudiante en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB

BRAUN Annette : : étudiante en Sociologie Anthropologie(Allemagne)

FIOSSI Blanche : : étudiante en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB

IMOROU Aboubacar : étudiant en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB

KORA Chabi Gouro : étudiant en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB

LADIGES Joerg : étudiant en Sociologie Anthropologie(Allemagne)

NANSOUNON Cather : étudiant en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB.

NONVIGNON Juliette : étudiante en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB

SCHAAF Stefan : étudiant en Sociologie Anthropologie(Allemagne)

SARIKI Raouf : : étudiant en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB.

TAMA Clarisse : étudiante en maîtrise de Sociologie Anthropologie à l'UNB.